

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Témoignages

N° 515 du 10.03.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Israël: les travaillistes menacent de lâcher Netanyahu

1 Témoignage

1-1 Mahmoud Abbas : "Lorsque le temps des élections arrivera, je ne me représenterai pas."

1-2 Nordine Saïdi : Un «terroriste » dans la ville.

1-3 Assassinat d'un cadre du Hamas: les passeports européens présentés par la police de Dubaï vraisemblablement faux.

1-4 interview de Mahmoud al-Mabhouh - « Les Israéliens m'ont torturé pendant 33 jours,....

1-5 G. Houballah : Corruption et vidéo au sein de l'Autorité palestinienne.

1-6 Walid Atallah : Appel à la dissolution de l'Autorité Palestinienne et au jugement de ses responsables.

1-7 Affaire Salah : nouveaux mensonges de l'Ambassade d'Israël en France !

1-8 Ahmad EZ ou le plus court chemin pour atteindre le plus haut sommet politique de l'Etat.

1-9 Rudolf Bkouche : Deni de justice.

1-10 Suite aux menaces de la ministre visant les auteurs du boycott des produits israéliens, lettre d'un juste parmi les nations à la ministre.

1-11 Dominique Vidal : Boycott : la contre-offensive d'Israël et de ses amis.

1-12 Adri Nieuwhof : Grâce aux pressions de la campagne de boycott, les institutions financières scandinaves se retirent.

1-13 Mounadil Djazaïri : Une bonne adresse pour les dingues (aux sens propre et figuré).

1-14 Un forum de solidarité affirme l'importance de faire échouer toute agression.

1-15 Le "checkpoint" de Qalandia: une épreuve quotidienne pour les Palestiniens.

1-16 Bil'in village.

1-17 Lettre de prison d'Abdallah Abu Rahma.

1-18 Chems Eddine Chitour : Chronique d'un assassinat de la cause palestinienne.

Tiré a part

Israël: les travaillistes menacent de lâcher Netanyahu

Le parti travailliste doit envisager de quitter la coalition du Premier ministre israélien de droite Benjamin Netanyahu, a indiqué jeudi le ministre travailliste de l'Agriculture.

"Les travaillistes ont de plus en plus de difficultés à participer à la coalition gouvernementale dans laquelle ils sont entrés pour relancer le processus de paix avec les Palestiniens", a déclaré Shalom Simhon à la radio de l'armée israélienne.

"La colère de Biden est justifiée. Une grave erreur a été commise (par Israël), et il y a un prix à payer. Il est de plus en plus difficile pour nous, les Travaillistes, de continuer à siéger dans ce gouvernement", a encore dit M. Simhon.

Il a tenu ces propos en allusion à l'annonce d'un projet de construction de 1.600 logements juifs à Jérusalem-est (annexée) qui menace de faire capoter la relance de pourparlers indirects de paix avec les Palestiniens en pleine visite du vice-président américain Joe Biden.

(AFP / 11 mars 2010 06h54)

<http://www.romandie.com/ats/news/100311055437.wrfuzk5a.asp>

1 Témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Mahmoud Abbas : "Lorsque le temps des élections arrivera, je ne me représenterai pas."

Mahmoud Abbas est président de l'Autorité palestinienne depuis 2005. Il est en visite à Paris les dimanche 21 et lundi 22 février.

Votre gouvernement poursuit le développement économique de la Cisjordanie, mais le processus politique est bloqué.

Croyez-vous à la possibilité d'ouvrir des discussions avec Israël ?

Quand nous parlons du développement économique, nous parlons aussi de sécurité.

Tout le monde reconnaît que nous avons fait un excellent travail. S'agissant de la piste politique, les Américains ont proposé des "discussions de proximité", et nous leur avons posé des questions : la première concerne les "termes de référence" de ces discussions, la deuxième le calendrier. Et la troisième se résume ainsi : si ces discussions échouent, quelle sera la position américaine ? Quand nous aurons obtenu les réponses, ce qui n'est pas encore le cas, nous les examinerons, y compris au sein de la Ligue arabe.

Si les termes de référence, pour les Palestiniens, c'est un Etat dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, n'est-ce pas préempter le résultat des négociations ?

Non, nous ne faisons que reprendre la "feuille de route" (2003), qui a été acceptée par tout le monde. Elle mentionne deux Etats, avec un Etat palestinien indépendant et viable à côté d'Israël, la fin de l'occupation israélienne, les résolutions des Nations unies, y compris l'Initiative de paix arabe (2002).

Pensez-vous que les Israéliens se satisfont du statu quo ?

Nous sommes arrivés à cette conclusion dans le passé. Aujourd'hui, les Américains lancent ces discussions de proximité, et nous verrons si eux-mêmes aboutissent à la même conclusion.

Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, va-t-il accepter de reprendre les négociations là où vous vous étiez arrêtés avec son prédécesseur, Ehoud Olmert ?

C'est exactement ce que nous demandons, et ce qu'ils ne veulent pas. Pendant les négociations avec M. Olmert, Condoleezza Rice (la secrétaire d'Etat) nous a confirmé la position de Washington concernant les frontières et les territoires occupés. Ceux-ci sont composés de la bande Gaza, de la Cisjordanie, c'est-à-dire Jérusalem-Est, la mer Morte et la vallée du Jourdain. Les deux parties ont dit d'accord. Le jour d'après, M. Olmert et moi avons commencé à confronter nos positions concernant les échanges de territoires. Malheureusement, nous n'avons pas pu conclure. Donc je demande aux Américains : "Etes-vous d'accord avec les positions confirmées par Condoleezza Rice ?" S'ils ne le sont pas, les Israéliens vont nous dire : "Recommençons à zéro !"

Comment envisagez-vous ces discussions ?

Si nous recevons une réponse positive, nous les reprendrons sur la base, bien sûr, du principe selon lequel rien n'est acquis tant que tout n'est pas acquis. En commençant par la question des frontières, parce que si ce problème est réglé, cela voudra dire que la question des colonies, celle de Jérusalem, et celle (du partage) de l'eau seront également réglées.

Si les discussions ne reprennent pas, peut-il y avoir une réaction populaire palestinienne violente ?
S'il n'y a pas de perspectives d'avenir, j'ai peur que la population fasse d'autres choix. Pour le moment, nous contrôlons la situation, du moins en Cisjordanie. Si les gens ne croient plus que l'avenir leur apportera un Etat palestinien, s'il y a un blocage, alors j'ai peur qu'ils retournent à la violence.

L'autre perspective, c'est votre démission ?

Je n'ai pas parlé de démission, mais d'élections . Que nous soyons parvenus ou non à des progrès, lorsque le temps des élections arrivera, je ne me représenterai pas.

Ce qui vous laisse du temps...

Si le Hamas signe le document de réconciliation palestinienne, elles auront lieu le 28 juin. Le problème est que le Hamas croit que des pays arabes vont l'aider à faire accepter des modifications à ce document. Or nous n'en accepterons aucune.

Pensez-vous que les Israéliens puissent faire des concessions sans pression américaine ?

Non, en effet, je ne crois pas qu'ils s'y résoudront sans les bons offices des Etats-Unis. Nous attendons donc d'autres initiatives des Américains. Nous comptons sur le président Obama, comme nous comptons sur le président Sarkozy. Le président français veut jouer un rôle, et je pense qu'il le peut, parce qu'il est à la fois ami des Palestiniens et des Israéliens.

Si des discussions reprennent, vous négociez pour la seule Cisjordanie ?

Non, au nom de tout le peuple palestinien. Je représente l'ensemble du peuple palestinien, celui de Cisjordanie comme de Gaza. Je suis le président du comité exécutif de l'OLP. Tout le monde le reconnaît, y compris le Hamas.

La réconciliation palestinienne signifierait un gouvernement d'union nationale avec des ministres du Hamas. Les Israéliens et les Américains en veulent-ils ?

Les Israéliens n'en veulent pas parce que la situation actuelle leur donne une excuse pour dire qu'il n'y a pas d'interlocuteur palestinien, un prétexte pour le statu quo. Quant aux Américains, je pense qu'ils veulent la réconciliation, même s'ils ne font pas confiance au Hamas.

(Propos recueillis par Laurent Zecchini - Le Monde du 20 février 2010)

samedi 20 février 2010, par [La Rédaction](#)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1475>

1-2 Nordine Saïdi : Un «terroriste » dans la ville.

Le Mouvement Citoyen Palestine est une association de fait, constituée de citoyens d'horizons divers et qui a pour objectif la promotion et la défense des droits inaliénables du peuple palestinien à disposer de son territoire et d'un Etat.

Avigdor Lieberman est à Bruxelles !

Qu'est-il venu dire aux Vingt-sept ?

Que l'Etat hébreu s'arroge tous les droits ?

Si le chef de la diplomatie israélienne a fait ce long voyage c'est que ses motivations sont importantes. De toute manière, l'homme ne croit pas du tout en la paix des braves ni en celle des lâches.

Avigdor Lieberman est connu pour ses positions ultranationalistes et racistes à l'encontre des Palestiniens. Il appartient à un gouvernement qui refuse le principe d'un Etat palestinien, qui ne respecte pas le droit international, qui continue l'occupation et le développement de la colonisation, la construction du mur de la honte, la destruction de quartiers palestiniens et maintient le siège de la bande de Gaza...

Recevoir Avigdor Lieberman revient à encourager le gouvernement israélien dans sa politique du pire.

Il est prêt à expulser les Arabes israéliens qui ne prêteront pas allégeance à l'Etat hébreu.

-Une de ses idées phares est un échange de territoires peuplés d'Arabes israéliens contre des parties de Cisjordanie.

(Ce qui fait de lui l'opposant des colons militants, adeptes du «Grand Israël»)

-Adeptes d'un « transfert » - ou « transfèrement » des populations, il y a 64 ans ont appelé cela, en Europe, la déportation.

-Il a annoncé lors du démarrage de la construction du mur de "Sharon" que ce mur était un obstacle dommageable à l'extension des colonies juives dans les terres palestiniennes.

- «Je suis en faveur de la démocratie, mais quand il y a une contradiction entre la démocratie et les valeurs juives, les valeurs juives et sionistes sont plus importantes.»

- En 2003, il avait suggéré que des prisonniers palestiniens remis en liberté soient «transportés en autocar vers la mer Morte, pour y être noyés».

-Récemment encore, le 13 janvier 2009, à l'Université de Tel Aviv, il a conseillé de «combattre le Hamas comme les États-Unis ont combattu les Japonais. Les Américains ont vaincu le Japon sans invasion terrestre, rendant une occupation superflue».

-Sur le droit de retour des réfugiés palestiniens «... C'est inacceptable. Cela ne peut être sur la table. Je ne suis même pas prêt à discuter du "droit de retour de ne serait -ce qu'un réfugié. Il ne peut y avoir en même temps un pays juif et un droit de retour..." Jérusalem Post le 28/04/09

Une enquête pour corruption et sur des malversations supposées est ouverte contre lui et ne lui a pas permis de devenir ministre de la Justice, de l'Intérieur ou des Finances, maislui a ouvert le Ministère des affaires étrangères !

Quand l'Union Européenne cessera d'être dans la complaisance, l'hypocrisie, et la connivence, avec de telles valeurs.

Nordine Saïdi

Mouvement Citoyen Palestine

<http://mcpalestine.canalblog.com>

un fasciste dans "la seule démocratie" du moyen-orient

<http://mcpalestine.canalblog.com:80/archives/2010/02/23/17014996.html>

1-3 Assassinat d'un cadre du Hamas: les passeports européens présentés par la police de Dubaï vraisemblablement faux.

Les passeports britanniques, irlandais et allemand détenus par certains des suspects désignés par la police de Dubaï après l'assassinat d'un cadre du Hamas en janvier étaient vraisemblablement des faux, ont fait savoir les autorités de ces pays.

Par ailleurs, au moins quatre personnes résidant en Israël ont découvert qu'elles portaient les mêmes noms que certains des suspects, voire possédaient le même numéro de passeports, et ont nié tout lien avec l'affaire.

Lundi, la police de Dubaï avait diffusé les identités, photos et passeports de 11 suspects, présentés comme les membres d'un commando soupçonné d'avoir assassiné Mahmoud al-Mabhouh lors d'une opération menée en quelques heures dans l'émirat.

Ce cadre du Hamas, l'un des fondateurs de l'aile militaire du mouvement islamiste palestinien avait été retrouvé mort le 20 janvier dernier dans la chambre d'un hôtel de luxe proche de l'aéroport international de Dubaï. Le Hamas a accusé les hommes du Mossad, le service du renseignement israélien, d'être derrière cet assassinat. Parmi les assassins présumés, six étaient munis de passeports britanniques, trois de passeports irlandais, un d'un passeport français et le dernier d'un passeport allemand, selon le chef de la police de Dubaï, le général Dahi Khalfan Tamim.

A Dublin, le ministère irlandais des Affaires étrangères a fait savoir qu'il ne pouvait trouver les noms des trois suspects présentés comme Irlandais dans la liste de ces détenteurs de passeports et que les numéros de ces documents étaient des faux. "L'Irlande n'a délivré aucun passeport à ces noms", a assuré le ministère.

Le ministère allemand des Affaires étrangères a également précisé que le document présenté comme un passeport allemand comptait un numéro de série trop court et ne possédait pas les lettres qui figurent désormais sur les titres allemands.

A Londres, le Foreign Office a évoqué des passeports apparemment "fraduleux" et une enquête a été ouverte. Le consul-général de France à Dubaï, Nada Yafi, n'a pas voulu commenter l'affaire.

Melvyn Adam Mildiner, qui porte le nom de l'un des suspects, a déclaré à l'Associated Press que la photo sur le passeport diffusé par la police de Dubaï n'était pas la sienne, mais que le numéro du document était en revanche exact. "C'est affreux", a-t-il dit interrogé par téléphone depuis Israël. "C'est étrange", a ajouté M. Mildiner qui possède la double nationalité britannique et israélienne. "Je ne me suis jamais rendu à Dubaï".

Au moins trois autres personnes portant le même nom que certains des suspects vivent en Israël, selon la chaîne israélienne Channel 2. Les Britanniques Paul John Keeley et Stephen Daniel Hodes ont démenti tout lien avec l'assassinat et précisé que les photos sur les passeports présentés par la police de Dubaï n'étaient pas les leurs. "Je ne suis jamais allé à Dubaï", a assuré le second à Channel 2. "Je ne sais pas ce qui se passe. J'ai juste peur". La chaîne a pu aussi joindre la fille de Michael Bodenheimer, détenteur d'un passeport allemand, qui a parlé d'une "erreur" de la police de Dubaï.

17/2

http://fr.news.yahoo.com/3/20100216/twl-emirats-israel-palestiniens-hamas-as-951b410_2.html

1-4 interview de Mahmoud al-Mabhouh - « Les Israéliens m'ont torturé pendant 33 jours,....

, puis ils m'ont laissé deux jours, puis l'interrogatoire a recommencé, et ça a duré pendant 46 jours. »

Il y a environ 10 mois, Al Jazeera a interviewé un homme à Damas, en Syrie, supposé avoir fait partie d'une cellule qui a capturé et tué deux soldats israéliens, Avi Sasportas et Ilan Sa'adon, en 1989.

Al Jazeera a appris depuis que l'homme en question - qui avait le visage couvert durant l'entretien - était Mahmoud Abdul Raouf al-Mabhouh, un commandant militaire du Hamas qui a été assassiné à Dubaï le 20 Janvier dernier.

Al-Mabhouh avait été l'une des personnes les plus recherchées par Israël depuis 20 ans et il a été accusé d'être responsable d'un certain nombre d'opérations, y compris la capture et la mort des deux soldats. Le Hamas a déclaré que al-Mabhouh, a été assassiné par des agents israéliens.

Ci-dessous l'interview d'al-Mabhouh réalisé l'an dernier.

Je ne suis pas le seul homme recherché. Des dizaines et des centaines de personnes qui ont combattu les Israéliens sont recherchées. Je ne suis pas le seul.

Dieu seul détermine le moment de la fin. Nous connaissons le prix pour aller dans cette voie. Et nous n'avons aucun problème avec cela.

Il y avait un état [de] réveil. Les groupes ont continué à combattre les Israéliens pendant trois ou quatre ans, mais ensuite c'était fini. Tous ces groupes ont été éliminés par l'assassinat et les liquidations.

Une nouvelle situation est apparue et les groupes l'appelaient la « Ikhwanjiyeh » qui vient de « Ikhwan » [frères]. L'une des personnes qui avaient l'habitude de venir à notre maison était mon frère aîné, Hassan, ou Abu Abdullah, et Ibrahim Maqadna, l'un des fondateurs [des brigades de combattants]. Je connaissais la plupart d'entre eux, comme Abou Maher Tedras, Abdul al-Hafez al-Silawi et Abdul Hafez al-Sharif.

Depuis ce temps, j'ai connu l'amour et la piété. Dieu merci, tous les membres de ma famille étaient des gens pieux. Mon père a créé une atmosphère particulière de sentiment religieux dans notre maison avec certains de ses amis ; l'un d'entre eux avait l'habitude de nous faire une lecture tous les jours sur le « fiqh » [doctrine islamique], sur le « djihad », sur la patience et d'autres concepts, c'était Idris Awda Abu Mujahid, qui a été blessé par balle à deux reprises pendant la guerre de 1948, à l'épaule et aux reins. Il avait férocelement combattu avec Hassan al-Banna [fondateur des Frères Musulmans en Egypte, assassiné en 1949].

Nous avons vécu dans une atmosphère religieuse dans notre maison.

J'ai gagné dès cette époque un engagement religieux de fer. J'avais l'habitude d'accomplir toutes les prières à la mosquée, en particulier la prière de l'aube [Fajr], et j'ai eu de bonnes relations avec tout le monde. J'ai été familiarisé avec les armes, je savais qui les vendait et qui les faisait venir d'Égypte. Nous recevions nos armes en provenance d'Égypte, et non des Israéliens.

Nous sommes restés comme ça pendant un long moment. Un de ceux qui étaient très proches de moi et avaient une grande influence sur moi a été le cheikh Salah Shehada [assassiné par les Israéliens en juillet 2002 avec toute sa famille], avant sa première détention en 1981.

Je me souviens qu'en 1981, moi et un de mes amis, qui est toujours en vie, avons apporté un paquet d'armes qui n'avaient pas été saisies et j'en ai livré une au Cheikh. J'ai apporté l'arme et il a pu s'échapper.

Les frères se préparaient à une action militaire. J'étais très proche de cheikh Salah. Il avait l'habitude de venir souvent me voir, chaque fois qu'il voulait une voiture, ou une réparation pour sa voiture ou autre chose.

J'allais au camp de réfugiés de Jabalya et faisait les prières du vendredi midi avec lui. Il était à l'époque récemment arrivé d'Égypte ; il était resté à Arish, puis il est venu à Beit Hanoun. Il a ensuite bâti sa propre mosquée et j'ai pris l'habitude de venir prier à ses côtés.

Il a été emprisonné dans les années 1980 avec un groupe de neuf personnes. Ma relation avec lui s'est poursuivie, même après qu'il ait été libéré.

Détention et tortures

J'ai ensuite été détenu en 1986. Je n'ai rien avoué. Je suis resté pendant 46 jours soumis aux interrogatoires. Ils avaient l'habitude de me transférer, soit à Askalan, soit à la prison centrale de Gaza. Ils m'ont torturé pendant 33 jours, puis ils m'ont laissé deux jours, puis l'interrogatoire a recommencé, et ça a duré pendant 46 jours.

Steve, un tortionnaire bien connu dans la prison d'Askalan, a tenté avec trois de ses aides d'exercer sur moi des pressions et des tortures si dures que je m'évanouissais. Une fois que je disais la shahada [profession de foi], je l'ai entendu dire en hébreu : « Cet homme va mourir et ce n'est pas le moment », puis il a cessé l'interrogatoire. Puis ils m'ont renvoyé à la prison centrale de Gaza. Merci à Dieu de m'avoir donné une forte volonté et de la patience. Nous n'avons rien avoué ni rien dit à personne.

Bien entendu, ma relation avec Cheikh Salah s'est retrouvée renforcée après j'ai été libéré, il fut même l'un de ceux qui se tint aux côtés de mon père et lui a fourni un avocat pour le représenter. Il était l'un de ceux qui m'attendaient alors que j'étais en prison.

Nous avons l'habitude de planifier chaque étape, petite ou grande. Notre travail était bien planifié et non selon les circonstances. Nous avons l'habitude de prévoir de tuer d'abord, puis de capturer [les soldats] vivants.

Nous avons seulement besoin d'un lopin de terre, généralement dans une ferme ou un dans un élevage de volailles, et nous l'utilisons pour creuser une prison secrète sous la terre, et y garder certains soldats ou officiers, comme dans le cas de Shalit [soldat israélien capturé par la résistance palestinienne].

Nous étions déguisés et habillés comme des juifs religieux, comme des rabbins. Un des endroits où nous nous postions était le rond-point de Hidaya. Une voiture est arrivée, a déposé ses passagers, y compris Avi Sasportas qui a été capturé et tué le 16 février 1989.

J'étais le conducteur, et il y avait des places dans la voiture. Il est monté dans la voiture et s'est assis sur le siège arrière. Il y avait un signal spécial entre moi et Abu Suhaib. Après avoir passés Hidaya, j'ai fait signe à Abu Suhaib qui avait une arme et qui lui a tiré dessus deux fois, une au visage et une fois dans la poitrine. J'ai entendu son soupir au premier coup puis il est mort.

Nous l'avons ensuite emmené à l'endroit déjà préparé et enterré là.

On lui a enlevé ses vêtements et effets personnels avant de l'enterrer. Il avait un portefeuille, une carte d'identité et une carte militaire, il avait même une arme spéciale de nuit avec un viseur à laser. C'était une arme M15.

L'opération a été découverte 11 jours plus tard.

Nous avons essayé de prendre la responsabilité de l'opération, mais aucune agence d'informations ne l'a signalé.

Motivation

Sheikh Salah était au courant de l'opération alors qu'il était encore en prison. Certains des frères qui lui avaient rendu visite ont écrit sur les murs et revendiqué la responsabilité de l'opération. Ils ont signé le « mouvement palestinien Mujahidin » et d'autres slogans qui indiquaient qu'il faisait partie de notre groupe.

Les Israéliens ont alors diffusé un certain nombre de noms, ils voulaient savoir qui était derrière l'opération, mais c'était du bluff. Nous avons l'habitude d'en rire.

Je pense que le cheikh Salah était au courant. Sheikh Salah Shehada avait l'habitude de motiver les autres cellules et groupes qui étaient à Bureij et Zeitoun, mais ils ont été capturés après la deuxième opération, et le cheikh était à ce moment-là en détention.

Muhammad Shawatha faisait le lien entre les groupes de détenus dans les prisons et ceux du dehors. Il a été condamné à la prison à vie.

Le 3 mai 1989, il y avait deux voitures de police de stationnées, et ils [les soldats] étaient dans un restaurant près d'une station service d'Al Qods, c'était après 4 heures de l'après-midi. Un bus militaire s'arrête là et deux soldats descendent ; il était clair que ces deux étaient en week-end. Ils nous ont demandé comment ils pouvaient rejoindre le rond-point Majdal, et je leur ai répondu que nous avions qu'une seule place, pour assurer le succès de l'opération.

Alors que nous allions sur la route de Majdal, Abou Suhaib s'est retourné et lui a tiré dessus et lui a pris son arme. Nous avons des couteaux tranchants et j'avais un fusil. Je voulais l'abattre, mais Abou Suhaib a été plus rapide que moi.

Son sang était partout dans la voiture. Nous sommes arrivés à la place préparée pour cela et l'y avons laissé. Nous sommes entrés dans la bande de Gaza, à Jabalya, et nous avons quitté la voiture dans le quartier Jabal al-Kashef.

La mission de Shawatha était de boucler la place et de nettoyer la voiture. Les Israéliens ont appris qu'une voiture était entrée dans la place et ont commencé à tirer dans toutes les directions. Je suis parti en rampant, puis j'ai couru de la route Salah al-Din jusqu'au camp. J'avais les armes avec moi. Les Israéliens se doutaient que quelque chose s'était passé, mais ne ils ne savaient pas ce que c'était. C'était un mercredi.

Le samedi, son camarade [du soldat israélien tué] qui était avec lui, a demandé à ses parents de ses nouvelles et dit qu'il l'avait vu monter dans Subaru blanche quand il l'a quitté. Ils ont informé la police et ont commencé à le rechercher. Ils ont alors compris qu'il avait dû connaître le même sort que le premier [soldat], et ils savaient qu'il devait être dans la bande de Gaza. Shawatha a ensuite été emprisonné.

Départ

Nous avons quitté nos maisons dès que la voiture a été retrouvée. Je n'ai pas passé une nuit chez moi depuis ce moment, car il y avait nos empreintes digitales dans la voiture.

Shawatha a avoué après avoir été très sévèrement torturé. Les groupes que nous ont été utilisés pour communiquer ont tous été pris ; le cheikh Ahmed Yassine, a été alors arrêté et [les Israéliens] savaient que Abou Suhaib et al-Mabhohou étaient à l'origine de la capture du soldat.

Les recherches contre nous ont commencé à ce moment. Les Israéliens n'ont pas essayé de prendre d'assaut nos maisons, ils essayaient de les surveiller de loin, mais nous avons senti que nous étions poursuivis.

Nous sommes restés dans la bande de Gaza pendant encore deux mois, puis on nous a dit de partir pour l'Egypte.

Cela en valait la peine. Ceux qui ont détenus et torturés dans les prisons le savent mieux que ceux qui ne l'ont pas été. J'ai été arrêté plusieurs fois, je sais ce que cela signifie. Ces gens [les Israéliens] doivent être chassés par tous les moyens, même si finissons martyrisés. Toutefois, la prudence est nécessaire, et je remercie Dieu car je suis très très patient.

Tentative d'assassinat

Les Israéliens ont essayé de me faire assassiner à trois reprises. Le jour où Izz a été martyrisé, j'allais à ma voiture, et je les ais vus s'échapper ; ils étaient en train de coller une bombe sous la voiture.

Et ils ont essayé de m'assassiner au Liban en 1991.

Et un mois après qu'Imad [Moghnyeh] ait été martyrisé, le 14 mars, j'ai vu une personne qui me surveillait et qui s'est enfuie quand elle a remarqué que je l'avais vue.

Je suis très prudent, Dieu merci. Finalement, Dieu seul détermine le moment où nos vies se terminent. Nous connaissons le prix à payer pour aller dans cette voie.

Que Dieu nous rende plus forts, et j'espère devenir un martyr.

Pour les Israéliens, mes mains sont tâchées de sang, mais pour Dieu ? C'est ce qui importe.

Les Israéliens sont les assassins et les criminels. Ils ont pris notre terre, tué nos enfants, commis des massacres dans Gaza.

Si Dieu le veut, la résistance sera plus forte et ripostera durement.

7 février 2010 –

Al Jazeera - Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/focus/...>

Traduction : Naguib

10 février

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8141

1-5 G. Houballah : Corruption et vidéo au sein de l'Autorité palestinienne.

Un des haut-cadres du mouvement "Fatah" a reconnu que la majorité des cadres du Fatah sont impliquées dans des affaires de corruption de tout genre, telles que celle du Directeur du bureau de mahmod Abbas Rafiq Hussein.

Hafez Barghouti, membre du Mouvement de "Fatah", rédacteur en chef du journal « al-hayat al jadida » et porte-parole du pouvoir à Gaza affirme: «La différence entre la plupart d'entre nous et la victime de la vidéo diffusée sur la chaîne Jérusalem.. est une caméra».

Barghouti a affirmé que «l'appareil de sécurité de l'Autorité palestinienne n'est point préoccupé par les questions d'ordre national mais plutôt par les affaires de corruption qui concernent leurs responsables utilisées comme... moyen de chantage ».

Barghouti va plus loin.

Il met en question le timing de la diffusion de ce qui a été appelé par les médias israéliens «Le scandale de la vidéo» : une vidéo donnée par le Responsable Anti-Corruption Palestinien à la chaîne N°10, où l'on y voit Rafiq al-Husseini dans une situation compromettante avec une femme venue simplement passer un entretien d'embauche.

Selon Barghouti, cette diffusion n'est pas innocente puisqu'elle intervient au moment où « une plainte est portée contre Israël pour ses crimes de guerres, et ce dans le cadre d'une campagne menée à la fois par des organisations humanitaires internationales et par des individus, visant à délégitimer Israël, une campagne à travers laquelle tous les responsables israéliens se sentent désormais poursuivis en justice dans différents pays occidentaux, alors que nous sommes engagés dans la production de vidéos "porno", que l'occupation n'hésite pas à utiliser pour effacer les effets de toute campagne contre elle outre-mer. »

Dans la foulée, l'Autorité Palestinienne avait dénoncé "un complot sioniste" pour donner une mauvaise image des palestiniens. Une semaine plus tard, ils ne retirent pas leurs accusations mais ils suspendent " le responsable du staff gouvernemental d'Abou Mazen .

Mais encore, Husseini, n'a toujours pas reconnu son forfait malgré des images qui ne laissent aucun doute, non seulement il accuse toujours « Israël » de complot, mais il contre attaque !

Il évoque la corruption ambiante et cite des noms, à commencer par ceux de Yasser Arafat et de Tawfik Tirawi (l'ancien financier du Fatah actuellement détenu en Israël), qu'il présente comme «les plus grands des voleurs». Rappelons, que la vidéo compromettante a été rendue publique par Fahmi Shabana al-Tamimi, l'ancien chef des Renseignements généraux de l'AP limogé par Mahmoud Abbas qui le punissait d'avoir surpris son conseiller en situation délicate. Or, avant de se retrouver au chômage, l'ex-patron des RG palestiniens avait également exercé la fonction de responsable de la lutte contre la corruption au sein de l'AP. Dans ce cadre, il ne s'était d'ailleurs pas privé d'accuser publiquement les dirigeants du Fatah (le parti au pouvoir en Cisjordanie) ainsi que l'entourage de Mahmoud Abbas de détourner une partie de l'aide internationale destinée aux Palestiniens.

A l'époque, ses prises de position n'avaient pas rencontré d'écho puisque de l'ordre semblait avoir été mis dans les finances de l'AP. Mais, un an plus tard, libéré de toute contrainte, Fahmi Shabana al-Tamimi jette un pavé dans la mare en publiant des documents compromettants pour l'entourage de Mahmoud Abbas.

Notamment sur l'un de ses deux fils dont l'agence de publicité est accusée d'avoir détourné des fonds européens et américains destinés à aider l'AP à préparer les élections législatives. Montant du pactole: 3,6 millions de dollars.

Accusé d'avoir touché une somme d'argent par les Israéliens pour la diffusion de la vidéo compromettante sur une chaîne israélienne, Shabini a déclaré sur la BBC britannique : « si les chaînes arabes refusent de diffuser ces documents, je les diffuserai sur des chaînes israéliennes, sachant que la chaîne « Palestine » n'a pas diffusé la vidéo sous prétexte de manque de temps ».

Shabini a menacé de révéler au grand public de « plus compromettantes informations sur de nombreuses personnes pas seulement liées à la corruption administrative ou financière mais pire à la dignité humaine, dès que le délai accordé par le président palestinien Mahmoud Abbas pour mener des enquêtes sur la corruption prendra fin! »

G. Houbballah

15 février

Source : Al Manar

<http://www.almanar.com.lb/...>

1-6 Walid Atallah : Appel à la dissolution de l'Autorité Palestinienne et au jugement de ses responsables.

La guerre menée par Israël contre la population de Gaza l'année dernière a laissé derrière elle plus de 7.000 victimes dont plus de 1.500 tués et plus de 5000 blessés et des dizaines de milliers de sans abris, qui s'ajoutent aux victimes du blocus international, égyptien et israélien, qui tue chaque jour du fait du manque de médicaments, d'hospitalisation et de nourriture.

Dans le reste de la Palestine historique, la colonisation israélienne et la chasse à la résistance continuent avec la collaboration des services de sécurité de l'autorité palestinienne. Les responsables de cette "autorité" ont récemment publiquement reconnu que les 16 ans de négociations étaient un échec. Ce qui ne les empêche pas de continuer à négocier, par l'intermédiaire des Etats-Unis.

A l'époque de Yasser Arafat, les Israéliens et les Américains, et d'autres, avaient déclaré qu'il constituait l'obstacle à la paix, car il ne « luttait pas » contre les « terroristes » qui empêchaient le « processus de paix d'aboutir ».

Après l'empoisonnement de Yasser Arafat en 2004, j'avais écrit, le 16 novembre, les lignes suivantes concernant son assassinat : « Au vu des déclarations américaines, israéliennes et autres, il est certain que la mort de Yasser Arafat sert directement les intérêts de ces derniers qui désirent trouver "une direction palestinien prête à négocier", c'est à dire à signer l'acte de capitulation face à l'impérialisme américain et au sionisme de l'Etat

d'Israël. Cela révèle que ces derniers n'ont pas renoncé à mettre à genoux le peuple palestinien et le pire est peut être à venir. »

En effet, le pire est venu pour les Palestiniens de Gaza avec la bénédiction des responsables de l'autorité, dont certains sont aussi des responsables de l'OLP.

On ne peut oublier les déclarations de Yasser Abed Rabo, secrétaire général du comité exécutif de l'OLP et responsable au sein de l'autorité, qui a affirmé qu'Israël aurait dû « terminer le travail » en écrasant la résistance à Gaza, ni celles de Abou Mazen, selon qui la guerre menée contre Gaza était due aux agissements du Hamas.... S'il est vrai que le Hamas a commis des erreurs, on ne peut lui imputer une telle responsabilité.

Ce qui se passe aujourd'hui se situe dans la continuité de la logique enclenchée par les accords d'Oslo de 1993 qui ont créé l'autorité palestinienne dans l'unique but de mater la résistance palestinienne.

Le texte de ces accords stipule que « l'autorité doit empêcher tout acte de violence contre Israël ». Sur cette base, les arrestations des militants par Israël et l'autorité palestinienne n'ont jamais cessé jusqu'à ce jour.

L'autorité a ainsi été constituée, et a servi, en tant que force supplétive et collaboratrice de l'occupation.

Aujourd'hui, il faut savoir que le budget de l'autorité est financé principalement par les Etats-Unis et l'Europe, ce qui sert directement à la corruption des responsables de cette autorité et au recrutement et à l'entraînement des forces palestiniennes de sécurité sous la supervision du général américain Dayton qui de fait est le véritable gouverneur de l'autorité palestinienne aidé par des collaborateurs comme Mohamed Dahlan et ses « brigades de la mort ».

L'autorité s'est complètement discréditée depuis l'empoisonnement de Yasser Arafat, par les prises de positions de ses responsables durant et après la guerre contre Gaza, jusqu'à l'approbation dernièrement par Mahmoud Abbas de la construction du MUR par l'Egypte pour renforcer le blocus contre Gaza et la récente participation de Salam Fayadh, le « premier ministre de cette autorité », à la conférence annuelle de Hertzeliya sur la « sécurité nationale israélienne » qui a condamnée la résistance.

Yasser Arafat avait refusé d'être l'homme de la capitulation et c'est pour cela qu'il a été empoisonné.

Quand j'avais écrit cela en novembre 2004, Leila Shahid, le Fatah et ses officines en France m'avaient traité de fou furieux, et affirmé qu'il ne fallait pas parler d'empoisonnement de Yasser Arafat. En 2009, après 5 ans de silence sur ce crime classé sans suite, et sans qu'aucune enquête n'ait été diligentée, le 6ème congrès du Fatah s'est tenu avec la permission et sous le contrôle de la puissance d'occupation, ce qui est une honte pour un mouvement qui se prétend un mouvement de libération nationale et déclare du bout des lèvres, que la responsabilité de la mort de Yasser Arafat est imputée à Israël...

Quelle est l'alternative ?

Beaucoup se posent cette question : quelle est l'alternative ? En réponse, il faut partir du vécu du peuple palestinien, qu'il soit à Gaza, en Cisjordanie, dans le reste de la Palestine, en Galilée, ou ailleurs dans le monde. Sur plus de 10 millions de Palestiniens dans le monde, près de la moitié vit l'occupation et l'autre vit l'exil. Le peuple palestinien vit et résiste sur sa terre historique contre cette occupation et continue de revendiquer son droit au retour sur sa terre. Voilà, c'est ça l'alternative, c'est la même qu'il y a 62 ans depuis la Nakba de 1948 : résistance et droit au retour.

Le peuple palestinien paie tous les jours le prix de cette alternative en Palestine occupée ou en exil ainsi que les fautes de ses soit disant dirigeants. Parfois il la paye de son sang comme à Gaza, ou à Naplouse dernièrement quand des militants sont pourchassés et exécutés parfois par l'armée israélienne et d'autres fois par les forces de sécurité de l'autorité palestinienne.

A ceux qui se posent la question de l'alternative, il faut leur dire qu'ils doivent prendre en compte cette réalité-là et soutenir la résistance du peuple palestinien et ses revendications les plus élémentaires à vivre libre sur sa terre et à y retourner. Il faut dire en outre au mouvement de solidarité que la Palestine ne se résume pas à la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est. La Palestine s'étend de la mer méditerranée au fleuve du Jourdain.

La Palestine, c'est la Galilée, c'est Akka, Haïfa, Jaffa, Tibériade, Safad, Saffouriya, c'est Bir El Sabe', c'est le désert du Naqab, et aussi et surtout c'est sa capitale Al Qods, dans son entière totalité.

Voilà ce qu'est la Palestine et nous Palestiniens, nous revendiquons notre terre historique et nous revendiquons le droit au retour sur cette terre et nous revendiquons le droit d'y établir un seul Etat démocratique : la Palestine. Pour faire court, Libération et Retour, voilà les mots-clés du mouvement national palestinien de libération, tels qu'ils ont été inscrits dans la charte nationale palestinienne de 1968.

Pour conclure :

Les raisons qui ont conduit Israël à mener des guerres contre le Liban en juillet-août 2006 et contre Gaza il y a un an, sont toujours présentes, à savoir la résistance émanant d'organisations ou du peuple tout simplement. L'Etat colonial d'Israël et ses alliés, dont les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne, ne peuvent supporter cette résistance, même à travers un seul Kalachnikov. En attestent les dernières déclarations de Bernard Kouchner, ministre français des Affaires Etrangères, qui déclarait lors de sa réception du Premier ministre libanais, que le danger pour le Liban venait du Hezbollah et non d'Israël, qui avait détruit le Liban en 2006.

Il est clair qu'Israël prépare une nouvelle guerre contre le Liban, et le Hezbollah en particulier, et qu'il va accentuer sa guerre contre le peuple palestinien à Gaza et ailleurs, parce qu'il n'a pas atteint ses objectifs dans les guerres précédentes.

Dans ce contexte, nous devons, en tant que mouvement de solidarité, nous organiser dans la perspective de nouvelles guerres, et surtout ne plus fermer les yeux sur le rôle de l'autorité palestinienne et de ses responsables, lesquels ne méritent que d'être jugés pour leurs agissements, en leur qualité de collaborateurs de la puissance occupante.

Oui il faut les juger car si nous sommes cohérents avec nous même et avec ce que nous déclarons au sein du mouvement de solidarité quand nous condamnons Israël pour le blocus, ses crimes de guerres et quand nous parlons du rapport Goldstone, il faut au même titre condamner les responsables de l'autorité qui approuvent le MUR du blocus meurtrier que construit l'Egypte et qui de fait inflige une punition collective à près d'un million et demi de personnes ce qui constitue aussi un crime de guerre.

Oui il faut les juger quand Abbas envoie ses forces de sécurité pourchasser et abattre les résistants palestiniens. Oui il faut les juger quand l'autorité non seulement ne veut pas présenter le rapport Goldstone aux instances internationales sur ordres entre autres des Etats-Unis et quand cette même autorité ne mène aucune enquête concernant la guerre contre Gaza comme la reconnu Ban Ki Moon – le secrétaire général des Nations-Unis – Tout cela pour ne pas gêner la puissance coloniale et ne jamais traduire les responsables israéliens devant des tribunaux.

Le mouvement de solidarité doit prendre en compte cette situation et déterminer clairement sa position, car le peuple palestinien en paie tous les jours le prix.

La solidarité avec le peuple palestinien ne peut admettre le maintien d'une entité coloniale aux côtés de la Palestine, ni cautionner une autorité de collaboration, qui doit être dénoncée et condamnée en tant que telle.

Walid Atallah

Membre de l'association des Palestiniens en France AL JALIYA

Paris, le 15 février 2010

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1455>

1-7 Affaire Salah : nouveaux mensonges de l'Ambassade d'Israël en France !

Suite à l'appel lancé par Salah et ses camarades prisonniers, publié le 9 février, par lequel ils nous demandaient d'intervenir auprès des autorités israéliennes pour que les prisonniers politiques palestiniens puissent avoir droit d'accéder aux livres et journaux, une amie a écrit à l'Ambassade d'Israël en France pour faire valoir cette exigence.

L'Ambassade répond le ?, via l'attachée au service culturel, que : " Les mensonges relayés sur Salah sont nombreux sur Internet et toujours orientés dans le même sens. De ce fait il n'est pas étonnant que vous ayez cru vraies des allégations mensongères ".

Cette personne poursuit en indiquant que Salah et ses camarades ont droit à deux livres par mois - pas politiques concède-t-elle -, qu'ils peuvent lire deux journaux de leur choix et qu'ils peuvent regarder la télévision sans aucune restriction. Elle conclut : " Je constate que le travail de désinformation et le mensonge font leur oeuvre efficacement ; c'est pourquoi nous vous remercions de vous être manifestée ".

Devant ces affirmations nous avons demandé à la mère de Salah de vouloir nous préciser ce qu'il en était. Elle a rendu visite à Salah hier, dimanche 14 février, et nous elle nous écrit que : " J'ai demandé des précisions à Salah ce matin. Ni lui ni ses camarades n'ont droit à deux livres par mois. Cette personne du service culturel de l'ambassade n'a pas révisé sa copie. Depuis décembre les familles ne peuvent plus faire entrer de livres en prison. J'en emmène deux à chaque visite et à chaque fois on me les redonne. Des français et des françaises qui lui ont envoyé des livres par la Poste. On a signalé ce fait à Salah mais on ne lui donne pas les livres. La raison invoquée : c'est interdit ! Quant à l'abonnement à deux journaux français par l'intermédiaire du Consulat, c'est " non ". Le Consulat est au courant de cette situation et ne peut pas apparemment faire grand-chose. Quant aux chaînes de télévision, celles qui intéressent les prisonniers, comme Al Jarira par exemple, sont interdites. Cette personne de l'ambassade voudrait faire croire que les prisons israéliennes sont des lieux de divertissement et de loisir pour les prisonniers palestiniens.

On en est loin. En fait ces restrictions sévères visent à maintenir les détenus dans un " isolement culturel ", une ignorance afin de casser leur volonté. Les livres étant leurs compagnons de misère ".

Voici donc la vérité rétablie.

Et, une nouvelle fois, l'ambassade d'Israël en France est prise la main dans le sac du mensonge. Il convient donc de continuer les pressions afin que Salah et ses camarades aient " le droit de lire en prison ! ".

<<http://www.aloufok.net/spip.php?auteur133>>

1-8 Ahmad EZ ou le plus court chemin pour atteindre le plus haut sommet politique de l'Etat.

LE GRAND CAPITAL DE L'INDUSTRIE, LA MAFIA ET LA CORRUPTION, MAJORITAIREMENT ARABES, CONTRIBUENT A L'EDIFICATION DU MUR EN ACIER.

D'abord le grand initiateur de cette opération est le dénommé Ahmad EZ, membre de la commission politique au sein du Parti National Démocratique Egyptien.

Avant l'entrée de cet individu dans la scène politique, il était un simple homme d'affaires, jusqu'à sa fulgurante ascension politique grâce à ses étroites relations d'amitié avec l'ambassade de l'entité sioniste en Egypte.

Cette entité est bien consciente que le plus court chemin pour atteindre le plus haut sommet politique de l'Etat se concrétise par la conjonction du grand capital et des affaires, c'est ainsi qu'elle a façonné cet individu jusqu'à lui permettre d'approcher le Président Moubarak en personne et d'avoir une grande influence sur lui.

Ahmad EZ porta le dossier relatif à l'édification du mur d'acier et le proposa à Moubarak. Son contenu de plusieurs pages justifie cette édification en avançant deux principaux arguments :

1- Ce mur permettra à l'Egypte de prouver ses bonnes intentions vis-à-vis des critiques américano sionistes envers le régime égyptien accusé de laxisme quant à la fermeté au regard de la fuite d'armes vers Gaza...

2- Ce mur évitera les bombardements massifs sionistes le long des frontières, bombardements risquant de fragiliser la partie du territoire égyptien limitrophe à Gaza, avec pour conséquence immédiate une révolte populaire qui risquerait de fragiliser le régime.

Ajoutons à cela que notre individu Ahmad EZ, déjà accusé pour ses relations avec la mafia spécialisée dans la fuite des richesses archéologiques égyptiennes vers l'étranger, aura du grand profit à tirer de cette opération puisqu'il est également propriétaire d'usines fabriquant acier et ciment, d'autant plus qu'il trouvera dans celle-ci une opportunité pour provoquer la hausse des prix de ces matériaux.

Enfin, ci-après la liste des principaux acteurs impliqués dans cette opération :

La société Egyptienne EZ de l'acier et du ciment ;

La société arabo suisse de l'Ingénierie et du commerce du Ciment ;

L'entreprise Cimex ;

La société Import – Export spécialisée dans la fourniture de matériaux aux industriels de l'acier ; il faut savoir que cette société appartient à un certain Mohammad Tabet, parent proche de Moubarak ;

La société Israélienne Qanaan ;

Une société égyptienne spécialisée dans la fourniture d'abris de chantier ;

Une société égyptienne spécialisée dans la fourniture de la logistique pour les grands chantiers ;

La société Ab Del Chahid spécialisée dans le gros matériel de chantier et de transport ;

Les deux sociétés Sica et Al wafa'a spécialisées dans l'isolation et le traitement du ciment ;

La société Acro spécialisée dans la précontrainte et le câble ;

Une filiale de la société Pepsi Cola pour la fourniture des eaux minérales à la main d'œuvre de chantier ;

La société américaine Coleman spécialisée dans le câble électrique ;

Le Bureau International de l'Import-export

Remarque : cette liste est loin d'être exhaustive puisque le financement, l'assistance technique, la supervision des travaux et la haute technologie (à savoir, la mise à contribution des satellites artificiels dans la surveillance du mur et de la frontière) sont assurés par la triïka américano-franco-sioniste.

Ce mur, « monument architectural » qui fait la fierté de Moubarak et de son régime, sera édifié...

Le Grand Capital en tirera de grands profits...

Quant au Peuple d'Egypte, il aura rendez-vous avec l'ultime instant qui témoignera d'abord de la chute d'un régime, ensuite de la chute du mur.

<http://libanresistance.blogspot.com/2010/01/le-grand-capital-de-lindustrie-la-mafia.html>

1-9 Rudolf Bkouche : Deni de justice.

Il y a des crimes d'Etat qui sont d'autant plus impunis que cet Etat jouit du soutien des Etats qui jouent au maîtres du monde. Ainsi les crimes perpétrés par l'Etat d'Israël.

Le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) est une réponse non seulement aux crimes commis par l'Etat israélien mais aussi à la complicité des Etats qui laissent faire voire soutiennent.

Contre les partisans de BDS, l'Etat français et le CRIF ont cru trouver une parade, assimiler le boycott des produits israéliens à une forme d'antisémitisme. Et le tour est joué.

François Fillon, premier ministre français, n'hésite pas à dénoncer, dans son discours au banquet du CRIF, ceux qui boycottent "les produits israéliens et cashers". S'il n'a jamais été question, pour BDS, de boycotter les produits cashers, le mensonge permet encore une fois de jouer sur l'amalgame "juif = sioniste" assimilant ainsi toute critique de la politique israélienne à une forme d'antisémitisme.

C'est cette confusion volontaire qui conduit certaines institutions juives à poursuivre pour incitation à la haine raciale ceux qui boycottent les produits israéliens. Comme si la dénonciation des crimes israéliens ne pouvait relever que de la haine raciale. Cette volonté de couvrir les crimes israéliens au nom des malheurs des Juifs est une forme de mépris. Auschwitz n'est plus l'un des grands crimes de l'humanité, il n'est qu'un instrument au service du sionisme pour légitimer les crimes commis par l'Etat d'Israël. En cela les "anti-antisémites" professionnels que sont devenus les souteneurs d'Israël ne valent pas mieux que les négationnistes qui nient le génocide. Si pour les uns les victimes n'existent pas, elles ne sont pour les autres que les faire-valoir d'une politique.

La condamnation de Sakina Arnaud s'inscrit dans cette prétention des souteneurs d'Israël de présenter BDS comme une forme d'antisémitisme. Mais elle signifie aussi que les crimes commis par l'Etat d'Israël sont absous, que ces crimes, considérés par le rapport Goldstone, comme des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité, ne sont pas des crimes. En cela cette condamnation est inacceptable.

Si le groupe Carrefour poursuivait Sakina Arnaud pour "dégradation légère" pour avoir mis une étiquette appelant au boycott des produits israéliens, le procureur de la République a requalifié la plainte en "incitation à la discrimination raciale, nationale et religieuse". Est-ce une initiative du Parquet ou une pression du gouvernement ? cela importe peu ; il suffit de noter la convergence entre la décision du Parquet et les déclarations du premier ministre au banquet du CRIF. Critiquer Israël ne peut être qu'un acte antisémite.

Depuis la légitimation par une instance internationale du déni de justice que constitue la création de l'Etat d'Israël, les souteneurs de l'Etat d'Israël, à l'époque les deux grandes puissances qui cherchaient à étendre leur puissance sur le Moyen-Orient, n'ont eu de cesse d'en appeler à la mémoire du génocide des Juifs par les nazis pour soutenir inconditionnellement la politique israélienne.

A l'instrumentalisation du génocide mise en place par le mouvement sioniste, s'ajoutait l'instrumentalisation de ce génocide par les souteneurs d'Israël, comme si le massacre perpétré contre les Juifs valait légitimation des crimes commis par l'Etat d'Israël.

En cela, la condamnation de Sakina Arnaud pour "incitation à la discrimination raciale, nationale et religieuse" est un double déni de justice, déni de justice envers les Palestiniens qui subissent les exactions israéliennes, déni de justice envers les partisans de BDS qui protestent contre ces crimes.

Rudolf Bkouche

IJAN (International Jewish AntiZionist Network)

1-10 Suite aux menaces de la ministre visant les auteurs du boycott des produits israéliens, lettre d'un juste parmi les nations à la ministre.

Ministère de la Justice

Madame Alliot-Marie

13 place Vendôme

75042 Paris

Groslay, le 22 février 2010

Lettre Recommandée

Madame la Ministre,

je l'avoue,

Je l'avoue, je boycotte les marchandises d'Israël. Je ne veux pas de ces produits poussés dans le sang et la domination. Ils puent la haine et l'oppression. Je les refuse et je pense à mes parents m'enseignant le martyr nazi. Cette géhenne qui avait dévoré de notre famille. « Plus jamais ça » était la clameur venue du cœur au sortir du malheur. « Plus jamais ça » avaient dit les survivants. Enfant de juifs immigrés, j'avais entendu cette leçon comme un devoir d'humanité, comme un engagement de solidarité, comme une exigence de vie. Je boycotte, aujourd'hui, pour que les petits enfants d'un grand martyr sortent du chemin assassin, pour que l'État d'Israël et son peuple égaré dans un grandissant extrémisme sorte de sa tyrannie.

Je l'avoue, j'appelle au boycott des produits de ce pays aujourd'hui guerrier, conquérant et oppresseur, de ce pays abdiquant toute morale. Je l'avoue, c'est de toute ma voix et de tout mon cœur que je convie à cet acte de résistance. Acte pacifique. Acte raisonné. Mon appel est une clameur contre l'indignité des crimes commis, la pratique des colonies. Mon appel est pour peser et faire renoncer à la guerre. Lorsqu'un pays a renoncé à l'intelligence et à la morale, c'est le porte monnaie qui oblige.

Je l'avoue, j'y étais. J'étais dans ce supermarché de Cormeilles pour sortir les produits israéliens des rayons et les déposer en vrac à l'entrée des caisses. J'y étais et j'y ai pris la parole. Les services de police peuvent en attester, j'avais donné mon nom. Lorsqu'on agit pour l'honneur nul n'est besoin de se cacher.

Je l'avoue, j'y étais et j'ai accompli tout cela pour mon humaine dignité et l'honneur de mes ancêtres. Parce que je ne peux supporter d'abandonner dans la souffrance et l'injustice le peuple de Palestine. Parce que je suis juif descendant de Marek Edelman, de Joseph Epstein et de Raymond Aubrac, ma racine juive est du côté des opprimés, de tous les opprimés.

Madame la Ministre et gardienne des sceaux de justice et des lettres de cachet, condamnez moi, pas Sakhira ! Madame la ministre, puisque vous avez accompli votre vœux de châtement de ces gestes de résistance et d'honneur, oubliant qu'ils visent un Etat désigné comme relevant de « crime de guerre, voir crime contre l'humanité » par le juge Goldstone (juif comme moi), condamnez moi, pas Sakhira. Madame la Ministre, je ne redoute pas vos geôles et vos invectives, je suis prêt à affronter vos fureurs comme mon père avait du affronter l'internement par une police mise aux ordres d'un pouvoir totalitaire. J'y suis prêt, lâchez Sakhira.

Madame la Ministre, rien ne me fera renoncer à mon engagement pour la Paix et la justice, pour que le peuple palestinien recouvre sa dignité dans son pays indépendant, aux frontières de 67 et à la capitale en Jérusalem-est. Que les criminels soient traduits devant un tribunal international. Que cette page de haine se tourne, enfin !

Madame la Ministre, je vous prie d'agréer toute ma détermination à combattre vos menaces à l'encontre d'une lutte juste et votre soutien à un extrémisme nationaliste qui fait honte à ma culture juive.

Serge Grossvak

Cette missive est également destinée à être rendue publique.

1-11 Dominique Vidal : Boycott : la contre-offensive d'Israël et de ses amis.

« Je n'accepte pas que des personnes, responsables associatifs, politiques ou simples citoyens, appellent au boycott de produits au motif qu'ils sont kasher ou qu'ils proviennent d'Israël. Je souhaite que le parquet fasse preuve de davantage de sévérité à ce sujet.

J'ai donc adressé une circulaire aux parquets généraux, leur demandant d'identifier et de signaler tous les actes de provocation à la discrimination. J'entends que tous les auteurs d'actes soient poursuivis dès qu'ils auront été identifiés et notamment quand les appels auront été faits sur Internet.

A cet égard, je salue la détermination du parquet dans l'affaire de l'individu qui avait appelé au boycott de produits israéliens par voie d'affichettes dans un centre commercial de Mérignac (1) . »

Ainsi s'exprime Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, ministre de la justice et garde des sceaux, le 18 février, dans son discours au dîner de l'antenne bordelaise du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).

Condamnée pour des autocollants sur des produits des colonies

L'« individu » qu'elle évoque s'appelle Sakina Arnaud. Membre de la Ligue des droits de l'homme, elle participe à la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanction (BDS) dans sa région. Lui reprochant d'avoir apposé des autocollants sur des produits provenant de colonies israéliennes de Cisjordanie, le grand magasin Carrefour de Mérignac porte plainte contre elle pour « dégradation légère ». Le parquet requalifie toutefois la plainte en « incitation à la discrimination raciale, nationale et religieuse ». Sur cette nouvelle base, le tribunal de Bordeaux la condamne, le 13 février, à une amende pénale de 1 000 euros, plus 1 euro de dommages et intérêts pour les parties civiles (l'association Avocats sans frontières de Gilles-William Goldnadel, qui vient d'être élu à la direction du Conseil représentatif des institutions juives de France, et la Chambre de commerce France-Israël) et 500 euros de frais de justice. Carrefour, en revanche, est débouté !

Tentative d'intimidation

Que les autorités françaises aient voulu faire un exemple, nul n'en doute. Mais il y a fort à parier qu'elles n'en resteront pas là. D'ores et déjà, des militants d'autres villes sont convoqués au commissariat ou la Préfecture pour avoir participé à telle ou telle action BDS. Pourtant, le 20 mai 2009, dans une réponse au député Eric Raoult à l'Assemblée nationale, Mme Michèle Alliot-Marie assurait : « Depuis le début du conflit israélo-palestinien au mois de décembre 2008, plusieurs associations de défense de la cause palestinienne sont intervenues dans des grandes surfaces en appelant au boycott des produits en provenance d'Israël ou de pays supposés apporter une aide à ce pays (...). Ces opérations, il faut bien le préciser, touchent des produits importés d'Israël et non des produits casher. » (2)

Le mouvement de solidarité aurait-il, entre-temps, changé d'orientation et de méthodes, pour s'en prendre aux produits, magasins et restaurants juifs observants ? Le ministère de l'intérieur n'a signalé aucune action de ce type. Et pour cause : l'antisémitisme et le racisme ont toujours été radicalement étrangers au mouvement français de solidarité avec la Palestine. Comment une ministre d'Etat peut-elle se contredire avec autant d'aplomb, pour préférer une contre-vérité reprise à son compte par le premier ministre lui-même (3) ? Et pourquoi cette tentative soudaine pour intimider et discréditer ceux qui dénoncent l'impunité d'Israël ?

La réponse se trouve peut-être dans cet aveu récent de Daniel Shek, l'ambassadeur d'Israël en France : « Nous encourageons des organisations à porter plainte contre les organisateurs du boycott. Nous conduisons des activités politiques à l'ambassade en liaison directe avec des ministres, des organisations, des étudiants et des consommateurs, qui se réveillent (4) ». Etrangement, cette intervention directe dans les affaires intérieures françaises n'a entraîné aucune réaction du Quai d'Orsay. On imagine comment ce dernier aurait réagi si la Déléguée générale de Palestine en France s'était targuée publiquement de se concerter avec des membres du gouvernement et des associations afin d'organiser le dépôt de plaintes contre l'importation en fraude de produits des colonies de Cisjordanie sous l'appellation frauduleuse made in Israël...

Affolement des dirigeants israéliens

Mais l'ingérence de M. Daniel Shek trahit surtout l'affolement des dirigeants israéliens devant leur isolement croissant, avec l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies du rapport Goldstone (novembre 2009) et la ferme prise de position du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne sur Jérusalem (décembre), sans oublier le Dubaïgate (février 2010). Alors que la complicité de la « communauté internationale » conditionne plus que jamais la possibilité pour Israël de poursuivre sa politique anti-palestinienne, cette « série noire » a de quoi inquiéter MM. Benyamin Netanyahu, Avidgor Lieberman et Ehoud Barak.

D'autant qu'une partie de l'opinion, choquée par le massacre de Gaza et lasse de l'impunité d'Israël, entre à son tour dans l'arène, pour faire pression sur les responsables économiques et politiques. Avec de premiers succès. Les gouvernements britannique et irlandais exigent d'Israël qu'il étiquette les produits des colonies. Veolia, à qui son implication dans le tramway de Jérusalem a fait perdre des marchés juteux, envisage de s'en retirer. La banque Dexia cesse de prêter aux colonies (sauf celles de Jérusalem). Le puissant Fonds souverain norvégien désinvestit d'une société chargée de l'électronique du mur. Le Fonds de pension danois PKA et la Danske Bank boycottent la colonisation. Sans parler des « petites victoires » remportées à la base : Nouvelles Frontières modifiant son site et son catalogue, Soda-Club écarté de la Fête des vendanges à Montmartre, etc.

Une condamnation illégale ?

La contre-offensive juridique coordonnée par l'ambassade d'Israël avec des associations pro-israéliennes et l'appui des autorités françaises peut de surcroît se heurter à une contradiction juridique. Si le boycott d'Israël et de sa production en tant que tel tombe notamment sous le coup des articles 225-1 et 225-2 du Code pénal et de l'article 24, alinéa 8, de la loi du 29 juillet 1881, en revanche aucune loi ne réprime celui des produits de la colonisation israélienne. Au contraire, ces derniers sont directement visés par plusieurs textes européens et français :

l'Accord d'association Union européenne-Israël, qui, par son article 83, exclut les produits des colonies des avantages fiscaux dont jouissent ceux « du territoire israélien ». Autrement dit, ils doivent acquitter des taxes qu'ils fraudent en se présentant comme produits d'Israël. Dans son avis en date du 29 octobre 2009, l'avocat général de la Cour européenne de justice, précise que « le régime préférentiel en vertu de l'accord CEE-Israël ne peut être appliqué à un produit originaire de Cisjordanie et, plus généralement, des territoires occupés » ; le Code français du commerce, qui interdit la falsification des « règles d'origine » des produits (et donc la mention « made in Israël » au lieu de « made in Palestine » ou « made in Westbank », etc.) ;

la Directive européenne 2005/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 « relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs ». Cette directive est relayée dans le droit français par les articles L 121-1 et suivants du code de la consommation qui prévoient et répriment

les pratiques commerciales trompeuses créant une confusion ou reposant sur des allégations ou présentations fausses ou de nature à induire le consommateur en erreur.

Si la campagne BDS choisit de se concentrer sur les productions des colonies (5), elle peut donc s'appuyer sur la loi et porter ainsi un coup d'arrêt sérieux à la contre-offensive concoctée par Daniel Shek. A moins que Mme Alliot-Marie, qualifie le législateur (européen et français) d'« antisémite » et le poursuive comme tel...

(1) « Michèle Alliot-Marie : "Ma présence parmi vous ce soir est l'occasion de réaffirmer la place de la communauté juive au sein de notre Nation" », crif.org.

(2) Séance unique du mercredi 20 mai 2009, Assemblée nationale.

(3) Au dernier dîner du CRIF, le 4 février 2010, M. François Fillon dénonçait les « scandaleux mouvements de boycott des produits casher ou israéliens ».

(4) The Marker, Tel-Aviv, 27 janvier 2010.

(5) Omar Barghouti, qui fut à l'initiative de la campagne et la coordonne du côté palestinien, précise dans un texte très récent : « La direction palestinienne collective du BDS a toujours pensé que les personnes et organisations de conscience qui soutiennent les droits humains connaissent le mieux leurs situations respectives et sont les plus capables de décider des moyens et des rythmes appropriés pour construire le mouvement BDS dans leur environnement. Quelquefois, viser tactiquement des produits faits seulement dans les colonies peut-être le meilleur moyen pour faire progresser une campagne » (« Boycott "Ariel" and the Rest ! All Israeli Academic Institutions are Complicit in Occupation and Apartheid », Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel).

Dominique Vidal

23/2

Source: [Le Monde Diplomatique](http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6&id=2579&option=com_content&Itemid=11)

http://www.michelcollon.info/index.php?view=article&catid=6&id=2579&option=com_content&Itemid=11

1-12 Adri Nieuwhof : Grâce aux pressions de la campagne de boycott, les institutions financières scandinaves se retirent.

Malgré les tactiques d'oppression d'Israël contre lui, le mouvement Boycott, Désinvestissements et Sanctions (BDS) a marqué de nouvelles victoires avec le désinvestissement ou la mise sur liste noire de l'entreprise militaire Elbit Systems par de nombreux investisseurs institutionnels

Un des plus grands fonds de pension hollandais a dit à l'Electronic Intifada aujourd'hui qu'il vendait ses parts dans Elbit.

La vague de désinvestissement suit la campagne des organisations palestiniennes et des militants de la solidarité internationale pour désinvestir des compagnies qui profitent de l'occupation israélienne.

Un rôle crucial a été joué par la campagne palestinienne Stop the Wall pour convaincre le fonds de pension de l'État norvégien de désinvestir d'Elbit Systems en septembre dernier. En réponse, Israël a détenu le militant de la campagne Mohammed Othman à son retour d'un voyage en Norvège où il avait rencontré la ministre des finances Kristin Halvorsen. Soumis aux rafles de ses bureaux et ses militants arrêtés, Stop the Wall est devenu une cible centrale des tentatives israéliennes pour supprimer le mouvement non-violent BDS. Toutefois, ces tactiques répressives n'ont pas stoppé l'élan du BDS.

Début septembre, la ministre des finances norvégienne Kristin Halvorsen a annoncé que le fonds de pension d'État avait vendu ses parts dans Elbit, valant 5,4 millions de dollars. Le conseil d'éthique du fonds de pension estima que les investissements dans Elbit constituaient un risque inacceptable de contribuer à de sérieuses violations des normes éthiques fondamentales à cause de l'implication de la société dans la construction du mur israélien en Cisjordanie occupée. « Nous ne souhaitons pas financer des compagnies qui contribuent aussi directement à des violations de la loi humanitaire internationale », a expliqué Halvorsen.

D'après le site web « Who Profits from the Occupation ? », une filiale d'Elbit fournit aussi l'armée israélienne en véhicules aériens sans pilote (UAV). Ces UAV, plus connus comme drones, sont utilisés dans les attaques militaires israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Suite à la décision du fonds de pension de l'État norvégien, Kommunal Landspensjonkasse (KLP), une des plus grandes sociétés d'assurance-vie de Norvège, a aussi désinvesti d'Elbit. Les choix de poids lourds comme Halvorsen et KLP de désinvestir ont conduit Danwatch, l'organisme de surveillance danois, à ajouter le mois dernier Elbit à sa liste noire de 35 sociétés exclues d'investissement pour des raisons éthiques.

La première banque du Danemark, acteur vedette sur les marchés financiers scandinaves, Danske Bank, a suivi une semaine plus tard. « Nous prêtons attention à l'intérêt de nos clients et nous ne voulons pas placer leur argent dans des compagnies qui violent les standards internationaux », a dit Thomas H. Kjærgaard, chef du bureau de l'Investissement Socialement Responsable de Danske Bank. La banque a aussi mis sur liste noire Africa-Israel, une société dirigée, par le roi du diamant Lev Leviev, qui a été impliquée dans la construction illégale de colonies israéliennes en Cisjordanie occupée. Kjærgaard a noté que la banque examine si d'autres sociétés ayant des activités dans les colonies israéliennes sont qualifiées pour l'exclusion.

Dans un autre coup porté à Elbit, la décision de Danske Bank a été suivie par PKA Ltd, un des plus grands fonds de pension danois, qui a vendu ses parts d'un million de dollars dans Elbit. Le directeur des investissements de PKA, Michael Nelleman, a été cité par la campagne Stop the Wall expliquant que « la cour internationale de

justice a déclaré que la barrière n'a que des objectifs militaires et violent les droits de l'homme palestiniens » (« Two Danish funds exclude Wall-building companies," 27 Janvier 2010).

D'autres grands investisseurs institutionnels scandinaves ont aussi exclu Elbit de leur portefeuille pour des raisons éthiques. Folksam, le premier gestionnaire d'actifs suédois, a répondu à une demande concernant ses investissements dans Elbit ou dans Africa-Israel, que le fonds n'a pas d'avoirs dans ces sociétés. Carina Lundberg Markow, présidente du collège de gouvernance de Folksam, a écrit à l'Electronic Intifada : « Nous avons des règles strictes concernant les activités sur des territoires occupés ». Elle fit remarquer que KPA Pension, un grand fonds de retraite suédois du service public, n'avait pas non plus d'avoirs dans Elbit ou Africa-Israel. Lundberg Markow se référa aussi à des discussions avec la compagnie suédoise Assa Abloy sur ces mesures et sur la décision de la compagnie de retirer une usine de Cisjordanie occupée en octobre 2008. Folksam a influencé la décision d'Assa Abloy de retirer l'usine.

Le mouvement des investisseurs institutionnels scandinaves pour désinvestir ou pour exclure Elbit Systems influencera d'autres investisseurs européens pour en faire autant. Les deux plus grands fonds de pension hollandais, ABP and PFZW, sont visés par une coalition de militants de solidarité à la Palestine, d'organisations et de citoyens concernés qui font pression actuellement sur les deux fonds de pension pour qu'ils suivent l'exemple scandinave et désinvestissent d'Elbit et des autres sociétés qui profitent de l'occupation israélienne.

Cette pression semble payer. ABP a informé aujourd'hui l'Electronic Intifada qu'il avait vendu ses 2,7 millions de dollars de parts dans Elbit Systems.

Adri Nieuwhof

20/02

* Adri Nieuwhof est avocate consultante spécialisée dans les Droits de l'Homme.

19 février 2010 - The Electronic Intifada –

Vous pouvez consulter cet article à : <http://electronicintifada.net/v2/ar...>

Traduction : Jean-Pierre Bouché

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7YQaqthmR3t7fXOWmMN93i56RRGF%2bfZOpDAK02A0BVvkWpN3RqyaYjN5PDQONWtB78oQQqj6pYTtK%2fvnprRB40pBz6dvv8ho62JqyVht1GH4%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7YQaqthmR3t7fXOWmMN93i56RRGF%2bfZOpDAK02A0BVvkWpN3RqyaYjN5PDQONWtB78oQQqj6pYTtK%2fvnprRB40pBz6dvv8ho62JqyVht1GH4%3d)

1-13 Mounadil Djazaïri : Une bonne adresse pour les dingues (aux sens propre et figuré)

En 2000, la LICRA et l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF) avaient poursuivi en justice le portail internet Yahoo pour avoir hébergé une vente aux enchères d'objets nazis.

Yahoo avait été relaxé en appel pour des motifs un peu compliqués que vous pourrez apprécier en allant sur [ce lien](#).

L'avocat de l'UEJF avait même plaidé en première instance que ces enchères étaient " [un défi à la morale républicaine et à nos lois](#) ", et qualifié Yahoo de complice de Robert faurisson.

Pour l'instant, la loi française interdit tout ce qui consiste à faire l'apologie du nazisme, et l'exposition d'objets allemands de cette période présentés sous un jour favorable peut être considéré comme en faisant partie.

Elle interdit notamment [le port d'insignes](#) ou d'uniformes nazis. Il y a bien eu [une proposition de loi](#) débattue au parlement pour interdire carrément ce genre de ventes, mais je ne sais pas s'il a été adopté ou s'il est passé à la trappe.

Quoi qu'il en soit, si vous êtes collectionneur de ce genre de choses (faut vraiment aimer la guerre!), une seule adresse: le marché aux puces de Tel Aviv. Là, vous pourrez trouver des pièces ordinaires et d'autres plus intéressantes (toujours du point de vue de ceux qui aiment ça). C'est qu'au marché de Tel Aviv, vous allez trouver des "antiquaires" compétents dont l'un a même envoyé un de ses agents écumer les plus petits villages de la Saxe ou de la Forêt Noire pour dénicher ces "raretés" qui sont depuis longtemps introuvables dans les grandes villes.

[Sauf à Tel Aviv?](#)

Ben oui.

Il n'y a que la LICRA et l'UEJF qui l'ignorent. C'est pour ça qu'ils n'ont pas moufté.

[Souvenirs nazis en vente à Tel Aviv](#)

Si cela se passait dans n'importe quel autre pays, on serait en train de crier 'antisémitisme!' mais ça se passe en plein jour dans la première ville hébraïque. Et oui, il y a des acheteurs.

par Assaf Weiss, Yediot Aharonot (Sionistan) 24 janvier 2010 traduit de l'anglais par Djazaïri

"Si vous achetez cette médaille nazie, je vous laisse la carte postale d'Hitler à moitié prix". Le vendredi après-midi au marché aux puces de la place Dizengoff à Tel Aviv, entre des porcelaines anciennes, des disques vinyl de collection et des vêtements d'époque, j'aperçois soudain Hitler sur un timbre. A côté du timbre, se trouvent des cartes postales envoyées dans les années 1940 à leurs familles par des officiers SS, signées de la tristement célèbre salutation "Heil."

Puis je vois des médailles, des pièces de monnaie, des billets et des lettres - tous authentiques, datant tous de l'époque du IIIème Reich et exposés en pleine lumière du jour dans la première ville hébraïque, en vente contre de

l'argent israélien. Chaque article comporte la tristement fameuse swastika, le symbole qui passait devant les yeux de millions de personnes avant leur mise à mort.

J'ai la tentation d'aller demander des explications au placier du marché, qui permet qu'on fasse de l'argent avec le terrible traumatisme subi par notre nation, mais je fuis les coins sombres. Un des vendeurs explique, "Je vends des antiquités qui ont une valeur historique, et le reste ne m'intéresse pas." Il n'a aucun scrupule à faire ce commerce.

Après avoir chiné pendant une heure, je constate que les pièces de valeur ne sont même pas exposées. Elles sont dissimulées dans des sacs et des tiroirs, peut-être pour les mettre à l'abri des regards de la police ou des passants, ou par sentiment de culpabilité.

Je demande à un marchand s'il vend l'attirail S.S. Entendre ce mot semble le stresser, et il me dévisage un long moment avant d'apporter une valise et de me montrer divers articles nazis de collection qui coûtent des centaines de shekels (1 shekel = environ 0,20€, NdT)..

Il y a une trousse SS de premiers secours, conçue pour être fixée sur une motocyclette - 2500 shekels (670 dollars) à débattre. Je demande si les prix sont surévalués. "Bien sûr qu'ils le sont," dit-il en souriant. "Le IIIème Reich est le roi des objets de collection."

Ces temps-ci, il semble que soit effectivement vrai pour beaucoup de gens. Il y a neuf mois, des organisations d'extrême droite dans le monde ont commémoré le 120ème anniversaire d'Hitler. Ces commémorations étaient accompagnées de toutes sortes de ventes écoeurantes. Il est difficile de faire de l'argent avec de la souffrance et des atrocités, alors les organisateurs s'étaient tournés vers d'autres oeuvres d'Hitler: des peintures faites par Hitler se sont vendues à des prix avoisinant 350 000 dollars.

Toutefois, transformer l'action meurtrière en articles de consommation n'est pas une activité nouvelle: Staline et Mao Tse-Toung avaient déjà leurs portraits imprimés sur des T-shirts portés par des millions de personnes soucieuses de la mode mais à l'éthique douteuse. Mais à la différence de ses collègues meurtriers de masse, Hitler n'était pas encore devenue une icône culturelle - une situation qui va bientôt changer si on en juge par les étalages du marché aux puces de Tel Aviv.

Tout en me présentant une montre d'officier nazi (1000\$), un autre vendeur m'explique que son agent s'est rendu pendant des années dans des villages allemands reculés. "C'est seulement dans ces zones rurales qu'on peut encore trouver des pièces intéressantes de ce genre," dit-il. "Dans les grandes villes, vous ne trouverez rien de ce genre."

Mais dans la plus grande ville d'Israël, vous le pouvez? "Je ne vois pas ce qu'il y a de mal avec ça," dit-il. "Ce sont des objets de collection."

Et vous vendriez aussi des chaussures, des lunettes ou des vêtements portés par les Juifs qui ont été assassinés dans l'holocauste? "Non, c'est un problème différent," dit-il. "Vous serez surpris de savoir que beaucoup d'acheteurs sont des enfants de survivants. Ce sont des clients compulsifs. Je pense que c'est un cas classique de victime qui s'identifie à son agresseur."

Il poursuit par une explication du syndrome de Stockholm, caractérisé par le développement d'une empathie avec son bourreau, mais quelqu'un surprend notre conversation, et exprime un intérêt pour les articles. Son [c'est une femme, NdT] explication de cet intérêt est différente, et jette un éclairage révélateur.

"Je pense que ça a de la valeur. En ce moment précisément, avec le déni de l'holocauste qui se répand dans le monde, les gens devraient garder des témoignages sur cette période," dit-elle avant de sortir son porte-monnaie.

Mounadil Djazaïri

26 Février

<http://mounadil.blogspot.com/>

1-14 Un forum de solidarité affirme l'importance de faire échouer toute agression.

Le forum de solidarité avec le peuple palestinien qui s'est organisé à Téhéran, a insisté sur l'importance d'œuvrer pour faire échouer les objectifs de toute agression ou guerre prévue contre la région.

"Les participants ont souligné qu'il faut comprendre que les menaces israélo-américaines contre la Palestine, la Syrie, le Liban et l'Iran visent généralement le Moyen-Orient, ainsi que les volontés et les aspirations de la nation arabo-musulmane", a précisé le Forum dans son communiqué final.

Le Forum a insisté dans son communiqué sur la condamnation des violations et crimes sionistes, tout en appelant au soutien immuable des droits légaux palestiniens, en affirmant la nécessité de s'attacher aux principes, intérêts suprêmes et droits du peuple palestinien.

Les participants ont condamné :

- 1- Les pratiques et opérations continues de judaïsme et colonialisme dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la ville sainte d'Al-Qods et les assauts criminels contre sa mosquée sacrée d'Al Aqsa.
- 2- La décision sioniste pour annexer les lieux saints (la mosquée d'Al Ibrahim et Bilal Ibn Rabah), au prétendu patrimoine juif.
- 3- La politique discriminatoire sioniste de destruction des maisons palestiniennes et les projets très dangereux qui visent à expulser les habitants d'Al Qods et menacent la mosquée sainte d'Al Aqsa.
- 4- La modification générale de l'aspect historique, islamique, archéologique et symbolique des villes et villages palestiniens.
- 5- Le terrorisme gouvernemental bien programmé de l'entité sioniste contre les cadres et dirigeants de la résistance palestinienne.

- 6- Les violations sionistes contre la souveraineté des pays arabes et occidentaux, après l'assassinat du leader du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, en usurpant l'identité européenne.
- 7- La continuation du blocus sioniste arbitraire, injuste et inhumain, ainsi que le mur d'acier honteux égyptien qui ne cause que la tragédie et les souffrances aux palestiniens.
- 8- La politique de punition collective et l'empêchement de la reconstruction des infrastructures de la Bande de Gaza, endommagées totalement après la guerre néonazie de l'occupation.

Ils ont appelé :

- 1- Les institutions et organisations, gouvernementales et populaires, privées et officielles à déployer tous les efforts efficaces pour faire face aux violations et crimes de l'occupation visant à voler le patrimoine et l'aspect archéologique islamique et chrétien dans les territoires palestiniens occupés.
- 2- Les pays européens à renoncer à leurs coopérations avec l'entité sioniste, condamner explicitement l'implication du Mossad au crime d'assassinat à Dubaï, en usurpant l'identité de leurs citoyens.
- 3- À la poursuite des dirigeants sionistes criminels qui ont donné délibérément le feu vert à leur commando du Mossad pour commettre un crime très flagrant contre l'humanité, à Dubaï, en violant la souveraineté des pays.
- 4- Activer les recommandations du rapport de Goldstone pour les exécuter au niveau international, dans la cour pénale internationale, au conseil de sécurité, dans le but de présenter en justice les coupables sionistes qui ont commis des crimes de guerre contre l'humanité durant leur guerre sauvage contre la population civile de la Bande de Gaza, en faisant 1450 martyrs dont une majorité d'enfants et de femmes, ainsi que plus de 500 personnes différemment blessées.
- 5- L'autorité palestinienne à arrêter toutes les coopérations et contacts avec l'ennemi occupant israélien, renoncer au programme de Dayton, cesser de pourchasser les résistants palestiniens et libérer les captifs politiques en Cisjordanie.
- 6- Les pays arabes et islamiques à négliger tout appel américain pour la reprise des négociations avec l'occupation qui ne visent qu'à liquider la question palestinienne légitime pour servir les agendas israélo-américains.

Les participants au forum de solidarité ont affirmé également :

- 1- Le soutien immuable aux droits légaux palestiniens, en soulignant que quiconque n'est chargé de renoncer aux principes et intérêts suprêmes de la nation.
- 2- Les droits sacrés du peuple palestinien, l'autodétermination, al Qods, le retour des réfugiés palestiniens à leurs terres et foyers dans les territoires palestiniens occupés en 1948.
- 3- Le droit légal du peuple palestinien pour combattre l'ennemi occupant qui est une stratégie nationale pour récupérer les droits sacrés, face à l'occupation dans les territoires palestiniens occupés, au Golan syrien et au sud du Liban.
- 4- Enfin, et après deux jours d'activités, le forum a insisté sur le soutien très fort arabe et islamique à la question palestinienne, ainsi que l'union des efforts et rôles des peuples arabes, islamiques et les hommes libres du monde entier face aux agendas agressifs sionistes.

CPI

01/03

1-15 Le "checkpoint" de Qalandia: une épreuve quotidienne pour les Palestiniens.

C'est une épreuve quotidienne pour de nombreux Palestiniens. Chaque jour, des milliers d'entre eux patientent dans de longues files d'attente à Qalandia, principal point de contrôle israélien entre la Cisjordanie et Jérusalem, pour rejoindre leurs lieux de travail, leurs écoles, des membres de leur famille ou se rendre à un rendez-vous médical.

Le trajet vers Jérusalem commence dans un hangar humide, jonché de détrit. Ils s'avancent dans d'étroit couloirs bas pour être contrôlés par des soldats israéliens derrière des vitres blindées.

Les Israéliens affirment que le point de passage de Qalandia permet d'empêcher des assaillants potentiels de gagner Jérusalem mais les Palestiniens dénoncent une humiliation quotidienne.

Depuis sa prise de fonctions l'an dernier, le Premier ministre Benyamin Nétanyahou a assoupli les restrictions de circulation en Cisjordanie mais pas les conditions d'entrée à Jérusalem. Il a répété ces dernières semaines que la ville ne serait jamais divisée, suscitant la colère des Palestiniens qui espèrent faire de la partie orientale de Jérusalem leur future capitale.

La barrière de séparation construite par Israël en Cisjordanie traverse plusieurs quartiers arabes de Jérusalem, et Qalandia est ainsi le seul moyen pour 60.000 habitants de rejoindre le reste de leur ville. Ils doivent faire la queue avec des milliers d'autres Palestiniens de Cisjordanie.

Ziad Abou Jalil, 26 ans, entre dans le hangar et intègre l'une des longues files d'attente. Son objectif: rejoindre son travail, payé 35 dollars par jour, dans une boucherie casher.

Il y a encore dix ans, le trajet depuis son village, situé à 20 kilomètres, aurait pris moins d'une heure. Mais après la deuxième Intifada déclenchée en 2000, les points de contrôle israéliens se sont multipliés, et celui de Qalandia est devenu plus difficile à franchir. Abou Jalil doit maintenant se lever à 4h30 pour aller travailler.

En dehors des heures de pointe, le passage peut se faire en quelques minutes. Mais Abou Jalil doit arriver à son travail avant 7h et ne sait jamais si l'attente sera longue. Parfois, il a un peu en retard et est renvoyé chez lui sans salaire. "C'est toujours à cause du checkpoint que nous sommes en retard", explique-t-il.

Une tentative de resquiller peut déclencher des altercations. Dans la file d'Abou Jalil, les hommes patientent à quelques centimètres les uns des autres, certains tenant le manteau du suivant pour garder leur place.

La file passe par une cage en métal à peine assez large pour un homme corpulent et pas assez haute pour permettre à un homme de grande taille de se tenir droit. À l'autre bout, un tourniquet s'ouvre par intermittence, laissant passer à chaque fois une dizaine de personnes. Une autre file mène ensuite à un autre tourniquet et à un guichet où les soldats israéliens contrôlent les identités.

Pendant qu'Abou Jalil patiente, un homme est refoulé. Il explique aux autres qu'ils ne peuvent passer avec leur déjeuner, et Abou Jalil repart avec d'autres faire la queue dans une autre file.

Parfois certaines files n'acceptent que certaines pièces d'identité, sans que les Palestiniens soient prévenus, et d'autres fois un soldat ferme soudain son guichet, et tant pis pour ceux qui attendaient. Il n'y a pas de supérieur ou de numéro de téléphone où se plaindre.

Lorsqu'Abou Jalil arrive enfin devant la vitre blindée, un jeune soldat contrôle son identité et lui fait signe de passer d'un mouvement de tête. Ce jour-là, il n'aura attendu que 22 minutes.

Environ 24.000 Palestiniens transitent par Qalandia tous les jours à pied et en voiture, selon la police israélienne, qui dit avoir constaté une recrudescence des tentatives de faire passer des armes -une vingtaine par mois actuellement- depuis l'ouverture du point de contrôle en 2005. Lors d'un incident filmé par les caméras de surveillance en octobre dernier, une jeune Palestinienne a blessé par arme blanche un agent de sécurité israélien.

Si la plupart des voyageurs présentent des pièces d'identité ou des autorisations, certains utilisent des cartes magnétiques ou placent la paume de leur main sur des scanners pour obtenir le droit de passage. La police israélienne précise qu'une nouvelle voie réservée aux autobus sera ouverte dans les prochaines semaines. Mais les Palestiniens estiment que le point de passage pourrait fonctionner plus efficacement. "Parfois ils nous font attendre pendant que les soldats s'amusent à l'intérieur", se plaint Samir Sublaban, un épicier de 31 ans. Il lui faut "une heure" pour se rendre chez son oncle qui habite de l'autre côté de la barrière, à deux pas de chez lui, dit-il.

Depuis 15 ans, Mustapha Taha, 45 ans, travaille dans une poissonnerie juive de Jérusalem. Il parle l'hébreu couramment, connaît les clients et gagne mieux sa vie qu'il ne pourrait l'espérer en Cisjordanie, mais ses collègues juifs ne savent pas ce qu'il doit subir pour aller travailler, dit-il.

"Quand je suis en retard, mon patron me dit: 'je t'ai obtenu un permis, comment peux-tu être en retard?' Il n'a aucune idée de ce que c'est", à Qalandia. "S'il y avait une autre solution, personne ne s'infligerait cela. Mais il bien faut vivre."

Parfois, les soldats crient des ordres par haut-parleurs ou raillent les efforts des Palestiniens pour s'exprimer en hébreu. En cinq jours de reportage, un reporter d'Associated Press a surpris à quatre reprises des soldats en train de dormir à leur guichet

http://fr.news.yahoo.com/3/20100222/twl-israel-palestiniens-controles-951b410_2.html

1-16 Bil'in village.

Grande manifestation à Bil'in pour célébrer cinq années de résistance: La lutte ne prendra fin que lorsque le mur tombera !

Comité populaire de Bil'in

Manifestation extraordinaire à Bil'in :

Après cinq années, la lutte ne prendra fin que lorsque le mur tombera !

Non à la colonisation ! Non à la ségrégation !

Non à l'occupation !

Oui à la lutte commune et populaire ! Oui à une paix juste !

Cinq années de manifestations populaires réprimées par la force, près de deux ans et demi depuis que la Haute Cour de justice ait ordonné de changer le tracé du mur, des dizaines d'invasions nocturnes, des centaines d'arrestations, des dizaines de procès, des dirigeants en prison ou interdits de prendre part aux manifestations - et pourtant la lutte continue !

Background

Le 20 février 2005, les bulldozers commencent à arracher les premiers oliviers sur le futur tracé de la barrière de séparation sur les terres du village de Bil'in. Le même jour, le village fait sa toute première manifestation. Depuis lors, Bil'in est passé d'un village anonyme à un symbole international de la résistance populaire face à l'injustice. La barrière de séparation actuelle annexe quelque 195 hectares, ce qui représente près de 50% des terres du village - le tout dans le but d'agrandir la colonie israélienne de Modiin Illit. Il y a près de deux ans et demi, après une longue bataille juridique, la Haute Cour de Justice à Jérusalem a statué que le tracé actuel de la barrière à Bil'in était illégale, car destinée à protéger des maisons de colons pas encore construites. Le tribunal a ordonné à l'armée de modifier le tracé. Le tribunal a également statué, rétroactivement, sur l'illégalité d'une partie d'un quartier résidentiel de colons, établie sur les terres du village, sans permis de construire et en violation de la loi. Malgré l'arrêt de la Haute Cour de Justice, publié en Septembre 2007, ce n'est seulement maintenant que l'armée devrait commencer les travaux de construction de modification du tracé de la barrière, ce qui rendra 60 hectares des terres annexées aux villageois.

Les manifestations dans le village ont lieu depuis février 2005, une fois par semaine, sous la direction du Comité Populaire de Bil'in, où des représentants de divers partis et organisation se joignent. Les manifestations, qui appellent à la non-violence, à une coopération israélo-palestinienne et internationale, ainsi qu'à la créativité, sont durement réprimées par l'armée israélienne et la police des frontières. Dans la plupart des cas, les gaz lacrymogènes et des grenades de choc sont utilisés contre les manifestants, mais aussi des armes parfois plus

dangereuses, telles que des balles métalliques recouvertes de caoutchouc. Au cours des derniers mois, l'armée a tenté d'étouffer la résistance afin que cesse les manifestations. Au total : presque chaque semaine, les soldats envahissent le village tard dans la nuit, font irruption dans les maisons, enlèvent les habitants de leur lit et utilisent des gaz lacrymogènes. Des dizaines d'habitants de Bil'in, dont plusieurs dirigeants de la lutte non-violente, ont été arrêtés et inculpés.

Grace à sa longue lutte face à la répression, Bil'in a bénéficié d'une reconnaissance internationale. Des dirigeants, des membres du Parlement, des survivants de l'Holocauste, des artistes, des lauréats du prix Nobel et des militants du monde entier, se sont joints aux manifestations. Ils ont déclaré leur soutien à la lutte et ont demandé que la répression cesse, que les villageois soient libérés et que la barrière soit démantelée.

L'annonce par l'armée du début des travaux pour la construction du nouveau tracé, est une victoire certaine dans la lutte, mais n'en marque pas la fin. La barrière existante sera démantelée seulement après que le nouvel itinéraire soit terminé, ce qui prendra beaucoup de temps. En attendant la répression contre les habitants de Bil'in en général, et des chefs de file de la lutte populaire en particulier, se poursuit. Nous devons tous marcher avec les habitants de Bil'in et protester contre l'injustice qu'ils subissent.

19 février

Source : Bil'in Village

[http://www.bilin-village.org/...](http://www.bilin-village.org/)

1-17 Lettre de prison d'Abdallah Abu Rahma.

Le cinquième anniversaire de la lutte à Bil'in se fera en l'absence de l'un de ses enfants"

Cette lettre d'Abdallah Abu Rahma a été transmise depuis sa cellule par ses avocats.

S'il vous plaît circuler largement.

Chers amis et sympathisants,

Cela fait maintenant deux mois que l'on m'a menotté, bandés les yeux et emmené de chez moi. La nouvelle d'aujourd'hui m'est parvenu à la prison militaire d'Ofer, que le mur de l'apartheid sur les terres de Bil'in sera finalement déplacé et que les travaux du nouveau tracé ont commencés. Cela rendra la moitié des terres qui ont été volés à notre village. Pour ceux d'entre nous, emprisonné à Ofer, pour notre participation aux manifestations contre le mur, cette victoire rend la douleur d'être enfermé, plus facile à supporter. Après avoir résisté activement contre le vol de nos terres par le mur de l'apartheid et contre la colonisation israélienne chaque semaine, nous aspirons à être debout aux côtés de nos frères et sœurs à l'occasion de cette victoire et le cinquième anniversaire de notre lutte.

Ofer est une base militaire israélienne dans les territoires occupés, qui sert de prison et de tribunal militaire. La prison est faite de tentes délimitée par des barbelés et d'une clôture électrique. Chaque unité comprend quatre tentes, et chaque tente comprend 22 prisonniers. Or en hiver, le vent et la pluie s'engouffrent par les fissures et nous n'avons pas assez de couvertures, de vêtements et autres produits de nécessité.

L'alimentation est un enjeu crucial ici et il n'y en a pas suffisamment. Nous survivons en achetant des ingrédients à la cantine de la prison que nous préparons dans nos tentes. Nous n'avons qu'un seul petit plat chaud, et c'est aussi notre seule source de chaleur. Certaines familles peuvent mettre de l'argent sur un compte pour acheter de la nourriture, mais beaucoup ne peuvent pas se le permettre. L'aspect positif est que j'ai appris à cuisiner ! Ce soir, j'ai fait des falafels et des bonbons pour célébrer la nouvelle de notre victoire. Je ne veux plus attendre pour rentrer dans ma maison et cuisiner pour ma femme et mes enfants !

Quand j'ai été arrêté, j'étais en pantoufles, et à ce jour, ma famille a été incapable d'obtenir la permission de me fournir une paire de chaussures. J'ai finalement reçu ma montre après des demandes répétées. Pour moi c'est un moyen essentiel de garder le sens des réalités, il m'était insupportable de ne pas voir le temps passé. Quand je l'ai reçue, je me sentais si heureux, comme un enfant qui reçoit sa première montre. Je peux à peine imaginer ce que ce sera le jour où je recevrai une paire de chaussure.

En raison de notre incarcération, l'armée considère nos familles comme une menace pour la sécurité. Il est très difficile pour nos épouses, nos enfants de recevoir des droits de visite. Mon ami Adeb Abu Rahma, lui aussi prisonnier politique de Bil'in, ne peut pas recevoir de visites de sa femme et une de ses filles. Même sa mère, une femme octogénaire qui est actuellement en mauvaise santé, est considérée comme une menace pour la sécurité ! Il a peur de ne pas la voir avant qu'elle meure.

Je suis un enseignant et avant mon arrestation, j'enseignais dans une école privée de Birzeit et m'occupait également d'un élevage de poulets. Ma famille a dû vendre la ferme après mon arrestation. Je ne sais pas si je vais récupérer mon poste à l'école quand je serai libéré. Les neuf membres de la famille d'adeeb se retrouvent sans ressources, comme beaucoup d'autres familles. Nous ne sommes plus en mesure de prendre soin de nos proches qui ont besoin de nous, c'est la chose la plus insupportable quand on est ici.

Le soutien que je reçois de ma famille et de mes amis, m'aide à tenir. Je suis reconnaissant auprès des dirigeants palestiniens qui ont pris contact avec ma famille, ainsi que les diplomates de l'Union européenne et les activistes israéliens qui ont exprimé leur soutien au cours des audiences. Les relations que nous avons construit avec ses militants, sont allés au-delà de simples relations de partenaires ou amicales, nous sommes frères et sœurs dans cette lutte. Vous êtes une source d'inspiration dans votre solidarité sans relâche. Vous nous avez soutenus durant toutes les manifestations et les audiences du tribunal, mais lors d'occasions heureuses et douloureuses. Être en prison m'a montré combien j'avais de vrais amis, je vous en suis si reconnaissant à vous tous.

Des confins de mon emprisonnement, il me devient aussi évident que notre lutte est beaucoup plus importante et va au delà de la justice pour Bil'in ou même de tout la Palestine. Nous sommes engagés dans une lutte

internationale contre l'oppression. Je sais que ceci est vrai quand je pense à vous tous de partout dans le monde qui ont rejoint le mouvement pour arrêter le mur et la colonisation. Les gens ordinaires, exaspérés par l'occupation, ont fait de notre lutte la leur, et nous ont rejoint dans la solidarité. Nous allons certainement s'associer à la lutte pour la justice dans d'autres endroits quand la Palestine sera enfin libre.

Manquer le cinquième anniversaire de notre lutte à Bil'in sera comme manquer l'anniversaire d'un de mes enfants. Dernièrement je pense beaucoup à mon ami Bassem dont la vie a été prise lors d'une manifestation non-violente l'année dernière, et combien je le regrette. Malgré la douleur de cette perte, et la nostalgie que j'éprouve en pensant à ma famille et à mes amis, je pense que si c'est le prix que nous devons payer pour notre liberté, alors cela vaut la peine, et nous serons prêts à payer beaucoup plus.

Bien à vous,

Abdallah Abu Rahmah, depuis la prison d'Ofer.

20/02/2010

1-18 Chems Eddine Chitour : Chronique d'un assassinat de la cause palestinienne.

«Tu ne tueras point» Torah (5e commandement)

Mahmoud al Mabhouh, un dirigeant du Hamas, est assassiné dans une chambre d'hôtel du Rotana hotel, à Dubaï, dans la nuit du 19 au 20 janvier 2010.

Selon la police de Dubaï, 11 hommes du Kidon, le service action du Mossad, seraient les auteurs de l'assassinat. Le chef de la police de l'émirat se dit prêt à demander à Interpol d'émettre un mandat d'arrêt international à l'encontre de Meir Dagan.

Les membres du commando ont utilisé des passeports britanniques, irlandais, français et allemands, empruntant la véritable identité des détenteurs originaux, six d'entre eux provenant de ressortissants possédant la double nationalité israélienne.

Le 22 février 2010, l'Union européenne condamne l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh et l'utilisation de faux passeports de certains pays européens par les suspects, et précise que ces pays mènent également leur enquête, ceci sans faire aucunement allusion à Israël. A ce propos, le ministre britannique des Affaires étrangères a promis le même jour d'aller «*jusqu'au fond des choses*» dans l'enquête sur l'utilisation de passeports du Royaume-Uni dans ce meurtre, et demandé la coopération d'Israël «*au plus haut niveau*». Nous verrons bien si cette enquête n'aura pas le même destin de tout ce qui touche les intérêts supérieurs d'Israël, c'est-à-dire la trappe. On remarquera au passage, le silence assourdissant de la Maison-Blanche devant cet assassinat. Tollé général sans lendemain dans les chancelleries européennes...

La police de Dubaï écrit The Indépendant, a désigné 11 personnes, soupçonnées d'être impliquées dans le meurtre, le mois dernier, de Mahmoud al Mabhouh, lesquelles voyageaient toutes avec des documents européens.

Dans un coup de théâtre, hier, le Foreign Office à Londres a déclaré que les six passeports britanniques impliqués étaient «*falsifiés*», tandis que les officiels à Dublin disent qu'ils «*n'avaient délivré aucun passeport*» aux noms des trois personnes ayant utilisé des identités irlandaises.

Tandis que les détails, tels que les noms, les numéros et les dates de naissance sur les passeports suspects correspondaient aux originaux, on pense que les photographies et les signatures étaient différentes. Melvyn Mildiner, 31 ans, basé en Israël et qui détient un passeport britannique et israélien qui correspond à l'un des documents publiés par la police de Dubaï, a déclaré qu'il était choqué de l'utilisation qui a été visiblement faite de son identité.(1)

«*Al Mabhouh est mort. Il aurait été étouffé et torturé*».

Le Hamas a pointé du doigt Israël, accusant le Mossad -les services secrets du pays -d'avoir organisé ce coup. (...) Tous les suspects auraient quitté les Emirats arabes unis dans les 19 heures après leur arrivée. (...) Le député conservateur Hugo Swire, président du Conservative Middle East Council, a dit que le gouvernement britannique devait enquêter sur les accusations d'une implication israélienne. «*Ces accusations contre le gouvernement israélien doivent recevoir une réponse*». «*On ne peut tout simplement pas enterrer cette affaire, à cause du malaise que cela créerait dans le monde arabe. On ne peut pas mener une politique étrangère, à cette époque extrêmement sensible, avec ce genre de comportement illégal.*»(1)

Il n'y aurait pas de doute: le Sunday Times de Londres, cité par le quotidien israélien Haaretz, le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu a autorisé début janvier l'opération du Mossad contre le responsable des approvisionnements en armements du Hamas palestinien. Le Premier ministre déclare: «*Le peuple d'Israël vous fait confiance. Bonne chance*», précise le journal dominical. Malgré cela, le ministre israélien des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a rejeté, lundi 22 février à Bruxelles, les accusations d'implication de son pays dans le meurtre d'un cadre du Hamas à Dubaï, en lançant sur le ton de la boutade: «*Je pense que vous regardez trop de films de James Bond.*» Il s'est borné à cette unique déclaration devant les journalistes, à l'issue d'un entretien avec le président du Parlement européen, le Polonais Jerzy Buzek. Avigdor Lieberman a rencontré les ministres des Affaires étrangères irlandais, Micheal Martin, britannique, David Miliband, et espagnol, Miguel Angel Moratinos, dont le pays préside l'UE. Il devait dîner dans la soirée avec la chef de la diplomatie de l'UE, la britannique Catherine Ashton. A tous, il affirme que «*rien ne prouve qu'Israël est impliqué*».(2)

Mieux encore: les Emirats arabes unis affirment avoir identifié quatre nouveaux suspects dans l'enquête sur l'assassinat à Dubaï de Mahmoud Al Mabhouh. Ces quatre suspects étaient porteurs de passeports britanniques et irlandais. (...) Dubaï accuse les services secrets israéliens d'être les auteurs de l'assassinat de Mahmoud Al

Mabhoh, (...) Avec les découvertes de mardi, ce sont désormais au total huit passeports britanniques et cinq irlandais qui auraient été utilisés dans l'opération.(3)

L'implication du Fatah et du... Hamas

«Le gouvernement britannique, écrit René Backmann, a manifesté sa surprise et sa mauvaise humeur devant l'emploi possible par un service secret étranger de l'identité de véritables citoyens britanniques. (...)

A Berlin, les autorités ont constaté, selon les révélations du magazine Der Spiegel, que le passeport allemand au nom de Michael Bodenheimer utilisé à Dubai par l'un des membres du commando avait été délivré le 18 juin 2009 à Cologne à un individu qui avait présenté un passeport israélien à ce nom et produit un extrait d'acte de mariage de ses parents dont la famille avait été persécutée par le régime nazi. Au minimum, fait observer un commentateur de Haaretz, cette opération, quels qu'en soient les auteurs, démontre que le Hamas peut être infiltré et frappé par les agences de renseignements étrangères. (...) On peut imaginer que sans l'approbation du Premier ministre, cette opération n'aurait pas été menée. S'agissant d'une opération qui ne pouvait connaître l'échec, on peut être surpris de voir qu'il a joué les agents 007, comme 7 erreurs.»(4)

En plus des accusations contre Israël, on s'aperçoit que beaucoup de personnes en voulaient à Al Mabhoh. Muhammad Nazzal, membre du bureau politique du Hamas, a accusé Mohammad Dahlan d'être impliqué dans l'assassinat de Mahmoud al Mabhoh, le mois dernier à Dubaï.

Dans une déclaration à al Jazeera.net jeudi dernier, Nazzal a révélé que les deux Palestiniens accusés d'avoir fourni un soutien logistique à l'équipe chargée de l'assassinat, étaient Ahmad Hasanin, ancien membre des services secrets palestiniens (mukhabarat), et Anwar Shuhaiber, ancien officier de la «sécurité préventive» palestinienne. (...) Nazzal a expliqué que Dahlan avait demandé aux autorités de Dubaï de les libérer, mais qu'elles ont refusé.(5)

Les dirigeants du Hamas ont affirmé que les déclarations de la police de Dubaï, qui accusent des Palestiniens dont un officier de l'Autorité palestinienne, à Ramallah, de leur implication dans le crime d'assassinat contre le leader al-Mabhoh, prouvent que les coopérations sécuritaires avec l'ennemi occupant ont dépassé toutes les limites. (...)

Le Hamas a exprimé ses forts regrets envers l'implication des services sécuritaires de l'Autorité palestinienne dans le crime d'assassinat perpétré par le Mossad sioniste contre al Mabhoh, en appelant l'Autorité à déterminer sa position envers ce crime très flagrant. Notons que la police de Dubaï a dévoilé lundi 22 février, les assassins et leurs identités, en arrêtant 2 Palestiniens dont un officier militaire de l'Autorité palestinienne à Ramallah.(6)

De même, il semble que le Hamas soit lui-même impliqué!

Un haut responsable du Hamas a été arrêté, portant à trois le nombre de Palestiniens soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat, à Dubaï, d'un responsable de l'organisation, a affirmé jeudi 18 février un responsable des services de sécurité de l'Autorité palestinienne. «Nous avons des informations étayées selon lesquelles Nehru Massoud, un responsable de haut rang en Syrie des brigades Al Qassam (la branche armée du Hamas), a été arrêté dans le cadre de l'assassinat de Mahmoud Al Mabhoh», a-t-il déclaré.(7)

Cela confirme l'information du journal Al Bayane: l'un des deux suspects palestiniens était un officier des services de sécurité de la bande de Ghaza, qui était lié à Israël.

Le suspect, qui avait le rang de commandant, a fui la bande de Ghaza après la découverte par le Hamas de «ses liens avec les services de renseignement israéliens». Il a rencontré un membre du commando et l'a aidé à identifier Mabhoh.

Le second Palestinien vivait dans le Golfe et connaissait le premier suspect. Les deux suspects s'étaient enfuis en Jordanie après l'assassinat de Mabhoh et avaient été extradés par la Jordanie ces derniers jours. Si le Mossad est effectivement derrière l'opération de Dubaï, ce ne sera pas la première fois, il s'en faut, que ses agents utilisent des passeports étrangers. En 1997, plusieurs de ses agents étaient entrés en Jordanie, en présentant des passeports canadiens, pour tenter d'assassiner un autre responsable du Hamas, le chef du mouvement à l'extérieur, Khaled Meshal. Après avoir injecté, en pleine rue, un poison au dirigeant islamiste, les deux «tueurs» avaient été arrêtés et remis aux services de sécurité jordaniens.

Le roi Hussein avait exigé et obtenu de Benjamin Netanyahu la fourniture de l'antidote permettant de sauver Meshal. Il avait dû accepter, en outre, de libérer le fondateur du Hamas cheikh Ahmed Yassine et 80 prisonniers jordaniens et palestiniens détenus en Israël. Dans un récent passé, le Mossad a déjà mené des opérations spectaculaires d'assassinat ciblés de terroristes à l'étranger.

La plus spectaculaire est décrite par Ehud Barak lui-même dans le film de Lanzmann Tsahal: celle à Tunis en avril 88 contre Abou Jihad, bras droit de Arafat (il est déguisé en femme, avec une équipe de 5 personnes débarquant en canot sur une plage de Tunis, pénétrant de force dans l'enclos terroriste, et repartant après moins d'une heure sur place, la mission accomplie

L'autre est celle, fin 95 à Malte, contre le chef du Djihad islamique Chakaki.

D'autres «affaires» ont été attribuées, à tort ou à raison, à Israël, comme l'élimination de Imad Mughniyeh, celle du lien syrien entre le Hezbollah et l'Iran, Mohammed Souleimane sur une plage de Tartous, ou encore la destruction du réacteur nucléaire de Dar Ez-Zour au nord de la Syrie, requérant la coordination de forces militaires et du renseignement infiniment plus complexes qu'un simple séjour à Dubaï. Arafat aussi, dit-on, a été assassiné par empoisonnement. Selon des aveux faits par Ariel Sharon à Uri Dan, son ami et confident, Ariel Sharon: An Intimate Portrait par Uri Dan, Palgrave Macmillan (2006).

Mark Heller, chercheur à l'Institut d'études sur la sécurité nationale, à Tel Aviv, mettant sa neutralité scientifique dans sa poche, absout Israël. Nous résumons l'essentiel de son intervention: (..) S'il est certain que le Mossad avait de bonnes raisons de vouloir la mort de Mabhoh, on peut dire la même chose pour d'autres services de renseignements, notamment arabes, ainsi que pour le Fatah.. (...)

De ce point de vue, on peut dire qu'il y a eu à Dubaï une forme de déficience. La mort d'Al Mabhouh devait apparaître comme naturelle. (...) Le bilan est donc mitigé. La cible a été éliminée, les agents ont pu s'échapper, mais la réalisation n'est pas parfaite.

Al Mabhouh n'était pas Mère Teresa. Personne ne pleure sa mort en Europe.

Que le détournement de passeports étrangers suscite de la colère, c'est compréhensible. Les diplomates et les ministres des Affaires étrangères - qui ne sont pas forcément mis dans le secret de ces opérations- devront peut-être prendre une ou deux mesures bénignes, pour apaiser les médias.[soulignés par nous] Mais rien de grave. La communication entre le Mossad et les services secrets britanniques est bonne. Entre professionnels du renseignement, on se comprend.

Les assassinats, une pratique courante

(...) Je veux croire que dans le processus de décision, le paramètre risque a été jugé tolérable. En matière de sécurité, il n'y a pas de décision sans incertitude. (...) Je connais ce point de vue qui consiste à dire que le mort sera vite remplacé, comme dans le cas de Yehyah Ayash (un artificier du Hamas, assassiné en 1995, au moyen d'un téléphone piégé).

Quand un haut responsable est éliminé, c'est toute son organisation qui est déstabilisée. Tout le temps consacré à sa réorganisation ne sera pas utilisé pour le terrorisme. (...) Face à des acteurs non étatiques, qui échappent à tout système légal et qui veulent vous tuer, il y a deux options. Soit vous ne faites rien. Soit vous agissez et vous les tuez avant qu'ils ne vous tuent. De ce point de vue, la liquidation est parfaitement légale.(8)

Cet entretien est un mélange de cynisme; Mark Keller persiste et signe Israël est dans son bon droit, les Occidentaux râleront mais ils ne feront rien. Il n'y a pas de morale. «*Tu ne tueras point*» ne semble pas embarrasser l'armée la plus morale du monde. La liquidation est parfaitement légale. Quel autre pays dans le monde se permet d'agir de cette manière sans provoquer la moindre vague? Dante écrit dans la Comedia dell'arte que: «*Les places les plus chaudes en enfer sont réservées à ceux qui, lors des grandes crises morales, maintiennent leur neutralité.*» En l'occurrence, les larmes de crocodile et les protestations de l'Occident ne feront que conforter Israël dans son arrogance et dans sa certitude de l'impunité. A quand, alors, l'avènement de personnes de la trempe d'Yitzhac Rabin, d'Uri Averbury du mouvement «*La paix maintenant*» et de tant d'autres? Ils ont longtemps combattu les Palestiniens mais ont conclu, à la fin, à la nécessité de la paix et de la nécessité d'avoir un Etat voisin viable. Rabin disait: «*La Bible n'est pas un cadastre.*» Assurément, cette violence sans fin appellera une autre violence et la politique du pire a toujours été la pire des politiques.

1. Israel envoy 'must explain' assassination claims'' - The Independent 17 février 2010
2. Lieberman ironise sur l'assassinat de Dubaï. Nouvel Obs. 22 02 2010
3. Assassinat de Mahmoud Al-Mabhouh: de nouveaux suspects. Le Monde.fr 23.02.10
4. René Backmann: Dubaïgate: Israël ne reconnaît rien. Nouvel Obs. 21.02.2010
5. Ezzedeen AlQassam Brigades Dahlan impliqué dans l'assassinat. Palestine 21-02-2010
6. Hamas: l'implication de l'autorité est très dangereuse. Site palestine-info.cc16/02/2010
7. Affaire Al Mabhouh: un troisième Palestinien arrêté (Guysen.International.News)
8. Mark Heller «Il y a eu à Dubaï une forme de déficience» L'Express 19/02/2010.

Pr Chems Eddine Chitour

Chems Eddine Chitour, Ecole nationale polytechnique, enp-edu.dz

25 février

Source : L'Expression

<http://www.lexpressiondz.com/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19